



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2025



Les routes ICS de la conformité et de la durabilité



« LES HOMMES ET LES FEMMES

préhistoriques vivaient entourés de menaces. La technologie primitive ne leur offrait qu'une protection minimale contre l'environnement et les prédateurs, et pratiquement aucun remède contre les blessures et autres problèmes de santé. Un mal de dent pouvait entraîner la mort.

Et pourtant, ils ont survécu. Pourquoi ? L'une des principales raisons de leur survie est liée à une caractéristique commune entre les premiers Homo sapiens et de nombreuses autres espèces animales ayant survécu :

leur corps et leur cerveau ont évolué pour encourager la coopération.»



R. Waldinger, M. Schulz, *The Good Life*,
« ce que nous apprend la plus longue étude
scientifique sur le bonheur et la santé »,
Harvard, Leduc 2023



Vous souhaitez :

Adhérer à l'ICS
en tant que
distributeur

ou

Rejoindre le
programme ICS
All Tiers members

ou

Devenir
partenaire
de l'ICS

Une seule adresse :
contact@ics-asso.org

Toutes nos actualités en nous suivant sur



ICS 2025-2026

3 PAGES



ÉDITO



La montée en puissance des politiques de vigilance s'inscrit à l'ICS dans un écosystème fort : outre ses adhérents, l'ICS a pu, en 2025, compter sur les habilitations renouvelées de ses 11 cabinets d'audit internationaux, ainsi que sur ses partenaires institutionnels français et onusiens. **À cet égard, en 2025 comme en 2024, l'ICS a maintenu sa politique de rencontre des auditeurs et évaluation des cabinets d'audit**, en France, au Bangladesh, en Turquie et au Portugal, à l'occasion notamment de la conférence annuelle de l'APSCA.

RÉSUMÉ

The image features a solid teal background. In the upper right corner, the word "RÉSUMÉ" is written in a bold, white, sans-serif font, following the curve of a large white arc. Below this, there are several overlapping curved lines: a large white arc, a smaller orange arc, and a thin white arc. A small orange arc is also visible within the larger white arc, creating a layered, abstract effect.

Ci-après le calendrier 2025 des actions majeures qui se sont déroulées tout au long de l'année sur les 5 thématiques suivantes :

	Gouvernance et coopération
	Actions pour les droits de l'Homme
	Actions pour l'environnement
	Formations enseignes / usines / auditeurs
	Gestion des risques : leviers communs



AS : Nombre d'Audits sociaux



AE : Nombre d'Audits environnementaux



Nouvelles entreprises adhérentes

JANVIER



198
AS



41
AE

CoPil

Formation adhérents

GT Social

APSCA CPWC

FÉVRIER



240
AS



54
AE

Adhésion GPA



Formation adhérents

Forum OCDE Devoir de vigilance

MARS



313
AS



49
AE

APSCA CPWC

GT Homeworkers

AVRIL



293
AS



62
AE

CoPil

APSCA CPWC

GT Social

Formation adhérents

MAI



324
AS



83
AE

CoPil

Panel Conférence ENR

GT Audit Monitoring

Assemblée plénière

Formation adhérents

GT Social

JUIN



239
AS



59
AE

CoPil

APSCA CPWC

Panel Conférence AFD

GT Social 2

Audit firms Summit

Intervention Pacte Mondial

Adhésion SMCP



GT Homeworkers

JUILLET

318
AS82
AE

All Tiers Pilot Launch

APSCA CPWG

Tournée des enseignes

GT Checklist environnementale

Lancement du pilote ICS ALL TIERS

Renouvellement du GT ENR

AOÛT

253
AS38
AE

Tournée des enseignes

ICS ILO Course

Formation adhérents

SEPTEMBRE

239
AS61
AE

CoPil

Assemblée plénière

Adhésion FAGUO ★

Formation adhérents

GT Social

APSCA CPWG

OCTOBRE

312
AS69
AE

Inspections Turquie

GT Audit Monitoring

APSCA CPWG

NOVEMBRE

301
AS49
AE

CoPil

Inspections Bangladesh

APSCA AMMF

Adhésion Assai ★

Formation adhérents

GT Social

GT Checklist environnementale

DÉCEMBRE

272
AS52
AE

Lancement du partenariat AFD

Assemblée plénière

GT Checklist environnementale

APSCA CPWG

Rapport d'activités GUIDE 2025

Tout au long de ce rapport, des pictogrammes sont là
pour vous guider.



ZOOM : ce pictogramme indique qu'un zoom vous est proposé pour plonger davantage dans la technicité des enjeux de conformité sociale et environnementale.



MÉTHODOLOGIE : ce pictogramme vous propose d'entrer davantage dans la méthodologie de l'ICS, déterminante en matière de Droits de l'Homme et de l'Environnement.



RÉALISATION 2025 : ce pictogramme vous annonce qu'une nouveauté 2025 vous est présentée.



ETONNEMENT : ce pictogramme invite à approfondir votre regard sur les enjeux de conformité sociale et environnementale.



Toutes les photos des sites de production, travailleurs et travailleuses présentes dans ce rapport ont été prises par l'ICS après recueil par écrit de leur consentement.



- 1.1 Des enseignes et responsables RSE unis
- 1.2 Missions et fonctionnement de l'ICS
- 1.3 Croissance et diversité des adhérents ICS
- 1.4 L'ICS et ses partenaires : des experts au service d'experts



- 2.1 Cartographier : les tiers 1 à 4 et leurs rangs
- 2.2 Croiser les données pour couvrir la chaîne d'approvisionnement mondiale



- 3.1 Traduire les normes en référentiels d'évaluation
- 3.2 Evaluer le risque des zones de production
- 3.3 Croiser les évaluations
- 3.4 Evaluer les risques spécifiques



- 4.1 De la cartographie des sites à celle de la conformité : l'audit
- 4.2 La méthodologie ICS et ses évolutions
- 4.3 Statistiques consolidées des audits 2025 : volumétrie
- 4.4 Statistiques consolidées des audits 2025 : résultats



- 5.1 Former les acteurs
- 5.2 Transformer les cultures de production
- 5.3 Conformer la chaîne d'approvisionnement mondiale

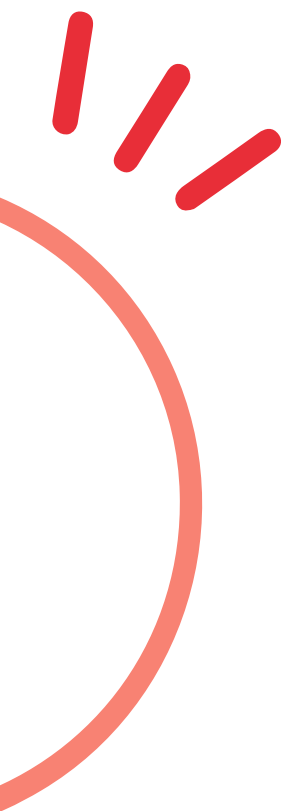
Partie

1

COOPÉRER

Créer des
standards
mutualisables
entre pairs
concurrents





-
- 1.1 Des enseignes et responsables RSE unis
 - 1.2 Missions et fonctionnement de l'ICS
 - 1.3 Croissance et diversité des adhérents ICS
 - 1.4 L'ICS et ses partenaires : des experts au service d'experts
-

1.1 | L'ICS : DES ENSEIGNES ET RESPONSABLES RSE UNIS

Avant d'entrer dans le détail des résultats de ce rapport d'activité (voir parties 4 et 5) il importe d'abord de saluer la coopération entre enseignes, souvent de secteurs différents, au service des Droits Humains et de l'Environnement.

L'ICS est une initiative multi-sectorielle (MSI): une coopération dont le but est d'accélérer la durabilité sociale et environnementale des chaînes d'approvisionnement mondialisées, en réduisant les coûts de la conformité en matière de protection du vivant humain et non humain. Surtout, devant l'urgence de conduire la transition durable de notre économie mondialisée, et face à l'étendue croissante des transformations, la coopération entre pairs a la vertu de l'efficacité.

L'effet multiplicateur est tel que les MSI ont fait l'objet d'une reconnaissance internationale sans pareille dans la période récente : l'OCDE et l'Union européenne ont utilisé leurs outils normatifs pour évaluer leur impact et inviter les entreprises à les rejoindre.

44

Adhérents Groupes

1223

Responsables
RSE





ZOOM 1

PUBLICATION DE L'OCDE SUR LE RÔLE DES INITIATIVES DURABLES EN MATIÈRE DE DEVOIR DE VIGILANCE, 2022, INTRODUCTION

« Les initiatives jouent un rôle décisif en offrant une résolution collective des problèmes, en diffusant à grande échelle les pratiques durables et responsables, et en pilotant les innovations dépassant les exigences réglementaires »

ZOOM 2

DIRECTIVE EUROPÉENNE SUR LE DEVOIR DE VIGILANCE DES ENTREPRISES EN MATIÈRE DE DURABILITÉ ; les initiatives sectorielles et multipartites comme levier pour soutenir la mise en œuvre du devoir de vigilance et contribuer au recensement, à l'atténuation et à la prévention des incidences négatives.



Article 10.2 et 10.5 :

les entreprises peuvent élaborer leurs plans d'action en coopération avec les initiatives sectorielles ou multipartites;

5. Aux fins de ladite vérification, l'entreprise peut se référer à une vérification par un tiers indépendant, y compris par l'intermédiaire d'initiatives sectorielles ou multipartites.

Article 20.4 :

les entreprises peuvent participer à des initiatives sectorielles et multipartites pour soutenir la mise en œuvre des obligations visées aux articles 7 à 16. Les sociétés peuvent, après avoir évalué leur pertinence, recourir à l'analyse des risques pertinente effectuée dans le cadre d'initiatives sectorielles ou multipartites ou par des membres de ces initiatives.

1.2 | MISSIONS ET FONCTIONNEMENT DE L'ICS

Afin de prévenir et neutraliser les risques d'atteintes aux Droits de l'Homme et de l'Environnement dans leurs chaînes d'approvisionnement, l'action des adhérents de l'ICS se décline en **4 missions structurantes** :

Cartographier les sites de production

En relevant le défi de la traçabilité des tiers 1 à 4. C'est le rôle du **groupe de travail Base de données, Traçabilité et Transparence** (voir partie 2)



Définir les risques

En définissant comment l'effectivité d'une norme juridique s'apprécie sur le terrain. Pour cela, les **groupes de travail Social, Environnement, et Matières premières**, définissent les standards et moyens de les contrôler, en priorisant selon les zones les plus à risques (voir partie 3).



Contrôler les sites de production

En déployant et mutualisant les résultats de vastes campagnes d'audits sociaux et environnementaux, dont les modalités de pilotage sont fixées par le **groupe de travail Gestion des cabinets d'audit**. (voir partie 4)



Conformer et engager la démarche de durabilité

En pilotant, à la suite des audits, de vastes Plans d'action correctifs et audits de suivis, dont les modalités sont définies par l'ensemble des groupes de travail pertinents. Cela se fait aussi en formant les acteurs : car la conformation n'appelle pas que des audits, mais aussi beaucoup de pédagogie et de diplomatie (voir partie 5).





FONCTIONNEMENT : QUEL EST LE PROCESSUS DÉCISIONNEL ENTRE LES ENSEIGNES ADHÉRENTES ?

2

semaines/an
dédiées à la
coopération RSE

34

rencontres

70

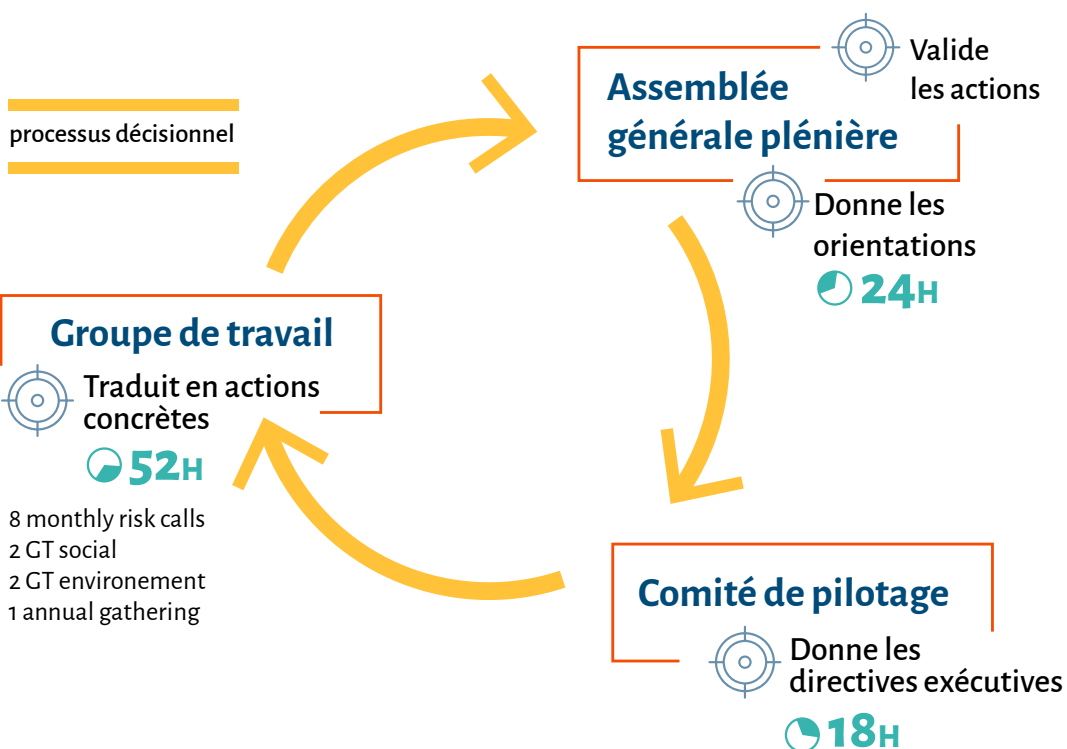
heures
d'intelligence
collective

Sous l'égide de la Fédération du Commerce et de la Distribution, les plénières (équivalentes d'une assemblée générale) décident des grandes **orientations**, tandis que le Comité de Pilotage (équivalent d'un conseil d'administration) les traduit en **directives** à destination des groupes de travail, chargés de proposer les **méthodologies et outils** qui permettront de les atteindre et que la plénière suivante validera définitivement. Leur **mise en œuvre** revient alors à la Direction de l'ICS.

Les groupes de travail et Comité de Pilotage se réunissent selon les besoins et priorités, tandis que les plénières ont lieu en moyenne cinq fois par an. En 2025, les adhérents de l'ICS se sont réunis à **34 reprises**, soit près de soixante-dix heures **d'intelligence collective** ou encore l'équivalent de deux semaines dédiées à la coopération RSE, constituant un **accélérateur de solutions** sans commune mesure.



Outre les responsables dirigeants RSE présents tout au long des processus décisionnels opérationnels ou stratégiques, ce sont **1223 responsables achats et chargés RSE qui se connectent chaque jour à l'interface ICS** et qui, d'une seule voix et suivant une seule méthodologie, évaluent les risques, demandent les contrôles et font appliquer les mesures correctives au sein d'un parc fournisseur couvrant près de 45 000 usines dans 75 pays.



S'ÉTONNER UN INSTANT



Et saluer ici la décision des adhérents, longuement murie, d'ouvrir leurs modes de gestion interne à l'incroyable aventure de la coopération : accepter de soumettre à un nouveau standard des fournisseurs avec qui l'on a parfois de longues et bonnes relations, oser se confronter à ce que font ses homologues et comprendre, avec entrain ou parfois appréhension, ce que le respect efficace des Droits de l'Homme de l'Environnement demande de changer.



1.3 | CROISSANCE ET DIVERSIFICATION DES ADHÉRENTS ICS

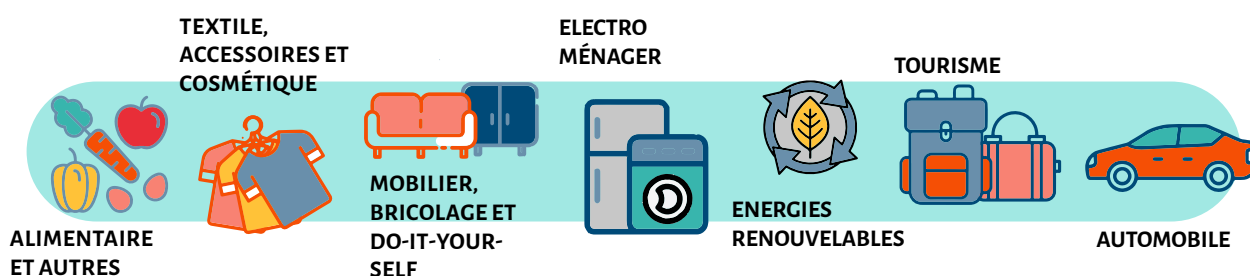
Une expansion des entreprises & des secteurs

Lors de sa création en 1998 comme groupe de travail de la FCD, l'ICS comptait 3 enseignes. Avec la loi française sur le Devoir de vigilance de 2017, le nombre d'adhérents à l'ICS s'est accru de près de 7% pour atteindre 44 groupes en 2025, marquée par l'arrivée de GPA, Assai, Faguo et SMCP.

Avec cette expansion s'est accrue celle des secteurs représentés par l'ICS : Textile, accessoires et cosmétiques, Alimentaire et autres, Mobilier, bricolage et do-it-yourself, électro-ménager, Energies renouvelables, Automobile, Tourisme. L'ICS couvre ainsi un champ toujours plus vaste de la grande distribution, vitrine historique de la société de consommation et d'une longue chaîne d'approvisionnement.

+7%
d'adhérents

44
groupes ou entités uniques



L'ICS est ouvert à toutes les entreprises et tous les secteurs



Plus la coopération inter-sectorielle et internationale s'accroît, plus la force et la vitesse d'application des standards internationaux en matière de droits humains et non humains s'accroît. Dès lors qu'il n'y a pas de raison d'avoir des standards différents selon les secteurs, les Droits du Travail et droit de l'Environnement internationaux devant être les mêmes partout, l'ICS est ouvert à toute entreprise quel que soit son nombre d'employés, son secteur et son chiffre d'affaires.

Par conséquent, il n'est pas nécessaire d'être soumis aux normes françaises ou européennes attendues en matière de Devoir de vigilance pour adhérer à l'ICS. D'ailleurs, de nombreux adhérents ICS sont des enseignes non-soumises à la loi sur le Devoir de vigilance. Leur adhésion contribue ainsi à répondre aux attentes des investisseurs, assureurs, consommateurs, partenaires d'affaires et organisations de la société civile.

Groupe de travail spécifique au secteur des énergies renouvelables

Depuis juillet 2024, l'ICS pilote un groupe de travail expérimental dans le secteur des énergies renouvelables avec 13 développeurs et 1 investisseur, ceci afin de mutualiser les données en matière de Devoir de Vigilance d'un même secteur d'activité. L'année 2025 a été caractérisée par le renouvellement du pilote pour une deuxième année.

Principalement, le groupe de travail répond à **trois objectifs** :

Déployer des audits sociaux immédiats et en continu sur les chaînes d'approvisionnement individuelle et commune,

Innover, lorsque les approches classiques deviennent inopérantes, par des méthodologies nouvelles de contrôle renforcées adaptées aux zones à risque ;

Conclure, de manière factuelle et documentée, quant aux conditions de possibilité d'auditer de façon crédible au sein des filières des énergies renouvelables, notamment photovoltaïques.

190

sites de production recensés, dont 100 usines de panneaux solaires (modules, cellules ou plaquettes).

32%

des usines de panneaux solaires sont partagées par au moins 2 développeurs.

25

audits ICS conduits dont 15 sur des usines de panneaux solaires.



Le programme All Tiers : groupe de travail expérimental auprès des fournisseurs

5

adhérents au programme pour la première année de pilote.

34

audits ICS lancés dans le cadre du programme test.

Depuis juillet 2025, l'ICS a lancé un programme pilote « All Tiers » afin de permettre à tout acteur amont de la chaîne d'approvisionnement - fournisseur, marque BtoB, agence de sourcing, importateur, fabricant - de pouvoir mener des actions de préventions, évaluation et améliorations des risques sous la supervision de l'ICS. Ce programme fixe des restrictions d'accès et une procédure stricte afin d'assurer l'intégrité des audits ICS même lorsque la demande est issue de ces acteurs.

Ce programme permet à ces acteurs de définir et gérer leur politique de gestion des risques indépendamment de leurs clients distributeurs et monter en expertise, notamment grâce à des formations spécifiques et des groupes de travail entre les membres du programme.



TEXXTISS



1.4 | L'ICS ET SES PARTENAIRES : DES EXPERTS AU SERVICE D'EXPERTS

L'ICS est ouverte sur l'extérieur, c'est l'ADN même de la RSE, et sollicite des experts autant qu'elle est sollicitée par eux. Ces coopérations externes peuvent être projets communs ou des contributions.

APSCA AMMS PORTUGAL

En 2026, ICS a notamment participé à l'événement annuel de l'APSCA (AMMS), organisé au Portugal, qui réunit les principaux acteurs de l'industrie : cabinets d'audit, auditeurs, initiatives sectorielles et autres parties prenantes. Cette participation a permis de faire le point sur les évolutions du secteur, d'identifier les bonnes pratiques et les défis émergents, tout en renforçant les relations avec les différentes parties prenantes.



ICS Audit Summit 2025 in Paris

Par ailleurs, ICS a organisé son Audit Firms Annual Summit, un rendez-vous dédié aux cabinets d'audit agréés par ICS, afin de renforcer le dialogue, partager les bonnes pratiques et recueillir les retours d'expérience des experts de terrain et méthodologiques. Ces échanges contribuent à nourrir une approche pragmatique dans le cadre du développement des activités de façon collaborative et en adéquation avec les réalités de l'industrie.

Partenariat AFD

2025 a également été l'occasion de lancer un partenariat avec l'Agence Française de Développement, afin de renforcer les coopérations publiques privées en matière de transformation des chaînes d'approvisionnement dans les pays en développement.



Nous saluons ici l'ensemble des acteurs qui nous font confiance, nous inspirent et nous offrent de voir et accroître les résultats de notre action pour les Droits de l'Homme et de l'Environnement dans le monde.

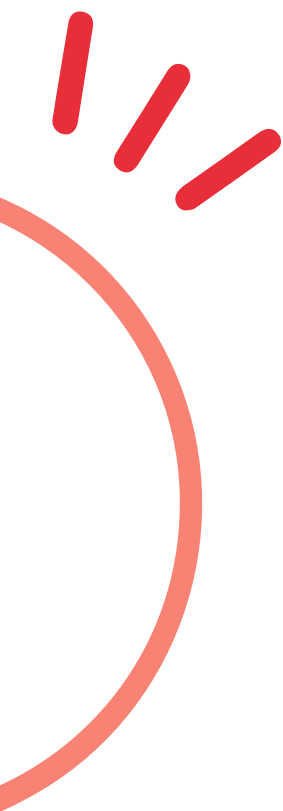
Partie

2

CARTOGRAPHIER

Cartographier les
sites et rendre
visible la chaîne
de valeur





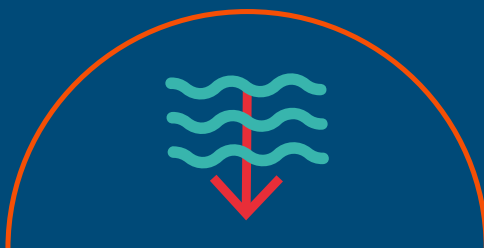
2.1 Cartographier : les tiers 1 à 4 et leurs rangs
2.2 Croiser les données pour couvrir la chaîne
d'approvisionnement mondiale

CARTOGRAPHIER : LES TIERS 1 À 4 ET LEURS RANGS



L'histoire de la production mondialisée n'est pas d'abord celle de la transparence, ni celle d'une relation directe entre les producteurs et les distributeurs. Entre les deux, des fournisseurs se sont historiquement positionnés par leur connaissance tenue confidentielle de la localisation des sites de production. Aussi la demande de transparence requise par les distributeurs, en changeant ce paradigme, a-t-elle suscité des craintes,

levées à renfort de discussions et négociations. Cet écran que représentaient les fournisseurs a été levé progressivement, et la première étape par laquelle sont passés tous les adhérents de l'ICS – obligation, en réalité issue du code de conduite de l'ICS – a été et reste d'intégrer en continu l'ensemble de ses sites de productions connus à la base de données ICS.



Le travail de cartographie ne fait alors que commencer. Car les producteurs connus ne sont eux-mêmes que le dernier maillon d'une chaîne de production beaucoup plus vaste.

Il s'agit d'abord de remonter les chaînons de production, appelés tiers. Le **tier 1** est la dernière étape de production avant l'envoi au distributeur : c'est l'assemblage d'un vêtement ou l'emballage d'un produit. Le **tier 2** est le processus de traitement de la matière finie (par exemple, la teinture d'un vêtement), le **tier 3** étant celui de transformation de la matière première (comme le tissage du coton), tandis que le **tier 4** est la récolte de la matière première (culture, pêche).

Pour chaque tier peuvent être associés des chaînons de sous-traitance de la production, répondant par exemple à un besoin de commodité opérationnelle selon les capacités de production à un instant t. Chaque tier et chaque sous-traitant peut avoir ses propres sous-traitants, dont la cartographie est la tâche herculéenne à laquelle s'adonne l'ICS en continu. En effet, les sites de production « vivent » : s'agrandissent, déménagent, se dupliquent, fusionnent, changent de nom, de stratégie, et fatalement, d'adresse. Tandis que le sourcing des enseignes lui, évolue au gré des conjonctures économiques et politiques dans le monde.

« La tâche herculéenne à laquelle s'adonne l'ICS est la cartographie constante des tiers 1, 2, 3 et 4 et de leurs rangs de sous-traitances. »

Pour atteindre un niveau élevé de fiabilité des données de milliers de sites de production, l'ICS structure la mise à jour constante des data, qu'elle croise et recroise de plusieurs façons.



Croiser les données pour couvrir la chaîne d'approvisionnement mondiale

À chaque fois qu'une enseigne déclare dans la base de données ICS un nouveau site de production, l'algorithme de l'ICS détecte, suivant un modèle technique de matching, si celui-ci est, pourrait être, ou n'est pas le même qu'un site déjà identifié dans la base, aux noms et coordonnées similaires mais à l'activité restructurée en plusieurs sites administratifs ou relocalisée.

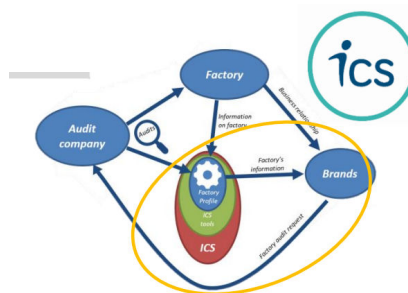
Factory	Name match score (%)	Common with	Address	Address match score (%)	City	Audit history	Business license
	69.2	- Auchan - Beaumanoir - Casalejo-Former member Casalejo - Casino AMC - Casino Monoprix - Fashion3 Green de Malice - Fashion3 Jules - Fashion3 Pimkie - Groupe Eram - Groupe Omnium Denard - U Enseigne		92.1		- D: 20/04/2022 (A: 100%) Soc: Groupe Omnium - D: 1 20/10/2020 (E: 96%) Soc: Small: Casino - D: 1 10/08/2020 (E: 72%) Soc: Small: Casino	
	33.3	Adeo ADEO Platform France		38.5		D: 21/01/2021 (C: 85%) Soc: Adeo	There is no actual business opening and operating license at the facility.

Exemple de déclaration

par une enseigne d'un nouveau site de production. L'algorithme identifie les similitudes avec les sites déjà connus, et intègre, après contrôle manuel de l'ICS en cas de doute, le site comme nouveau ou l'enseigne comme nouvelle sur un site déjà tracé.

En croisant les déclarations des producteurs et des auditeurs

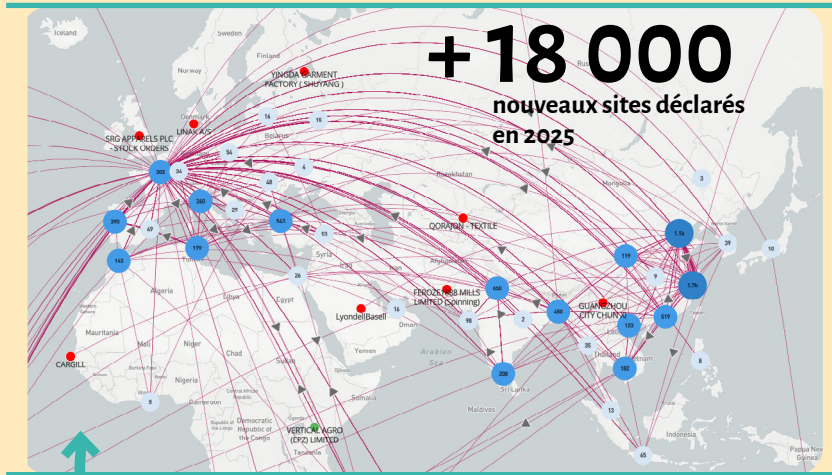
Dès son intégration à la base, un nouveau producteur reçoit une fiche d'information à remplir, précisant un panel de 82 questions de traçabilité, dont l'auditeur aura la charge de vérifier, sur place et sur pièces, la véracité. Cette fiche permettant de dresser le profil de l'usine et appelée « Factory Profile » fait partie des pièces maîtresses de l'ICS.



What is a factory profile?

It is a Questionnaire completed by the facility prior to the audit with data needed by the audit company to prepare for the audit. Factory profile includes data such as workforce profile, facility size, production processes, etc.

En 2022, l'ICS a développé un système de traçabilité en cascade permettant d'accélérer la cartographie, et rendu obligatoire la déclaration, pour chaque producteur, des contacts de ses fournisseurs et sous-traitants, lesquels sont alors à leur tour interrogés par l'ICS quant à leur propre chaîne d'approvisionnement.



Au cours de l'année 2025, 8 257 sites de production ont été déclarés par les enseignes et 10 477 par les fournisseurs grâce au système de traçabilité en Cascade, portant le nombre total d'usines actives fin 2025 à 45 500, en hausse de 51%.

Chaque adhérent de l'ICS peut alors générer la cartographie de sa chaîne d'approvisionnement.

DERRIÈRE LES CARTES



En tout, sur le seul critère de l'audit, ce sont chaque année des millions de travailleurs et travailleuses qui bénéficient des mesures de prévention et correction des risques d'atteinte aux Droits de l'Homme et de leur Environnement.

8 257

sites de production
déclarés par les
enseignes

10 477

sites de production
déclarés par les
fournisseurs

Partie

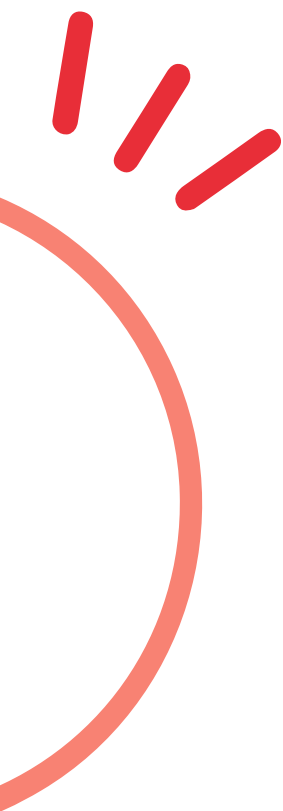
3

ÉVALUER

LA LOI FRANÇAISE DU 27 MARS 2017

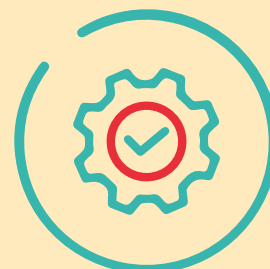
Indique en son article 1er (L.225-102-4-I Code du Commerce) – et comme le prévoit la proposition de Directive de l'Union européenne (Articles 4 à 7), le devoir de vigilance consiste en des mesures propres à identifier et prévenir les risques d'atteintes graves envers les droits humains et les libertés fondamentales, la santé et la sécurité des personnes (le « social ») ainsi que l'environnement, résultant des activités de la société, des sociétés qu'elle contrôle ou de l'activité de ses sous-traitants et fournisseurs avec lesquelles elle entretient une relation commerciale établie.





-
- 3.1 Traduire les normes en référentiels d'évaluation
 - 3.2. Evaluer le risque des zones de production
 - 3.3. Croiser les évaluations
 - 3.4. Evaluer les risques spécifiques
-

3.1 | TRADUIRE LES NORMES EN RÉFÉRENTIELS D'ÉVALUATION



L'ICS a donc pour mission d'identifier les normes juridiques répondant à ces exigences, puis de déterminer les processus permettant d'apprécier l'effectivité des Droits de l'Homme et de l'Environnement. À titre d'exemple, si la Loi demande d'assurer la Sécurité au Travail, reste à l'ICS à clarifier la distance maximale acceptable entre un poste de travail et une station de rinçage en cas de projections dangereuses dans les yeux.

En matière sociale, le standard ICS identifie, sur la base des principes directeurs de l'ONU, des recommandations de l'OCDE et des conventions internationales de l'OIT, 8 grandes catégories – appelées chapitres - de droits humains ou d'atteintes afférentes, devant être évalués :

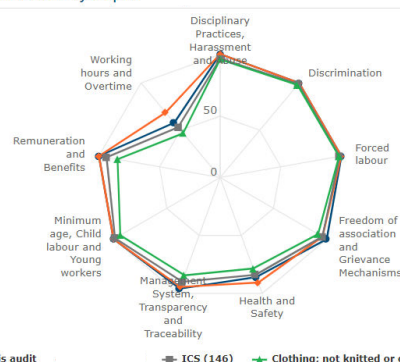
- 1** L'ÂGE LÉgal DE TRAVAIL, AU TRAVAIL DES ENFANTS ET DES JEUNES TRAVAILLEURS
- 2** LE TRAVAIL FORCÉ
- 3** LES DISCRIMINATIONS
- 4** LES MESURES DISCIPLINAIRES, LE HARCÈLEMENT ET LES ABUS
- 5** LA LIBERTÉ D'ASSOCIATION ET LES MÉCANISMES DE PLAINTES
- 6** LE TEMPS DE TRAVAIL ET LES HEURES SUPPLÉMENTAIRES
- 7** LES RÉMUNÉRATIONS ET AVANTAGES
- 8** LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL

A cela s'ajoute, dans le standard ICS, un **chapitre 0** d'évaluation du système de management et de sa transparence, dont la non-conformité conditionne directement celle des autres chapitres.

> Letter and % rating by chapter

AN	Chapter	Letter and % rating
Q	0 Management System, Transparency and Traceability	B 96%
Q	1 Minimum age, Child labour and Young workers	A 100%
Q	2 Forced labour	A 100%
Q	3 Discrimination	A 100%
Q	4 Disciplinary Practices, Harassment and Abuse	A 100%
Q	5 Freedom of association and Grievance Mechanisms	A 100%
Q	6 Working hours and Overtime	D 58%
Q	7 Remuneration and Benefits	A 100%
Q	8 Health and Safety	B 86%

> Average results of ICS audits by chapter



En matière **environnementale**, et de la même façon, l'ICS évalue les risques relatifs

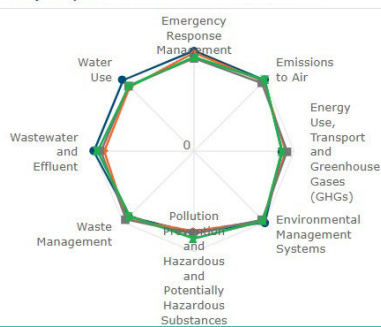
- 1 AU SYSTÈME DE MANAGEMENT ENVIRONNEMENTAL
- 2 A LA CONSOMMATION D'ÉNERGIE, AU TRANSPORT ET AUX ÉMISSIONS DE GES
- 3 A LA CONSOMMATION D'EAU
- 4 AUX EAUX USÉES ET EFFLUENTS
- 5 AUX ÉMISSIONS DANS L'AIR
- 6 A LA GESTION DES DÉCHETS
- 7 A LA PRÉVENTION DE LA POLLUTION ET AUX SUBSTANCES DANGEREUSES
- 8 AU SYSTÈME DE GESTION DE CRISE
- 9 NUISANCES ET MÉCANISME D'ALERTE
- 10 BIODIVERSITÉ ET PROTECTION DES TERRES



> Letter and % rating by chapter

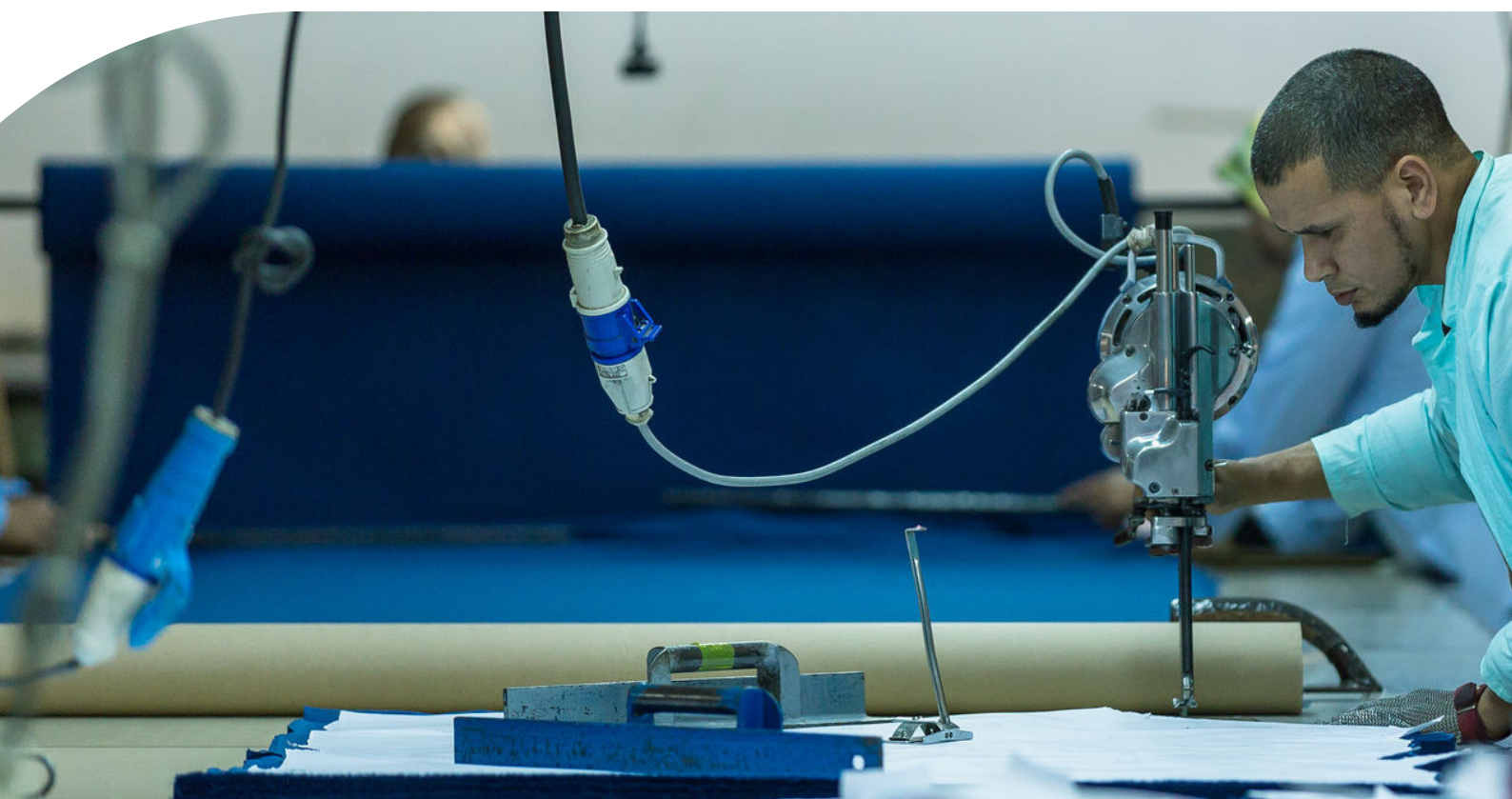
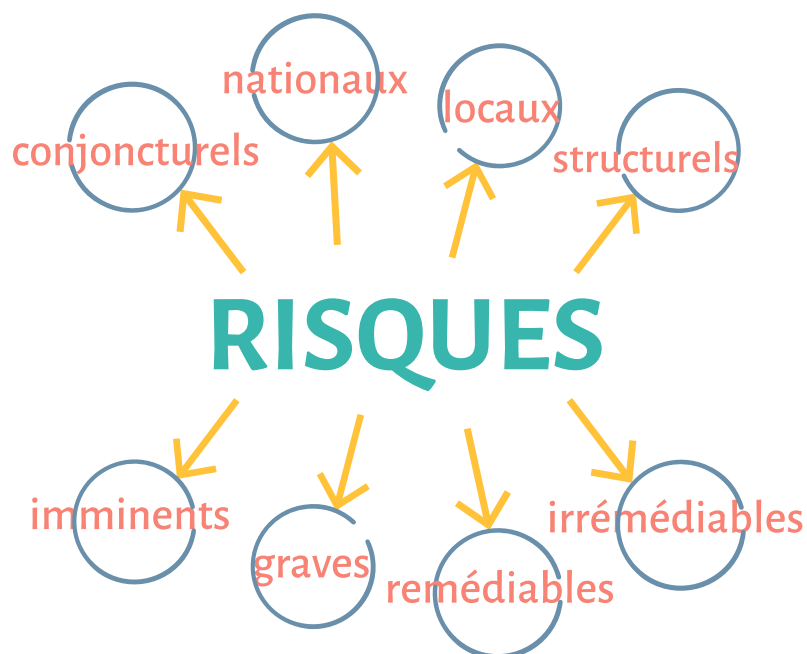
AN	Chapter	Letter and % rating	Advanced requirements
Q	1 Environmental Management Systems	A 100%	all
Q	2 Energy Use, Transport and Greenhouse Gases (GHGs)	B 88%	all
Q	3 Water Use	A 100%	all
Q	4 Wastewater and Effluent	A 100%	all
Q	5 Emissions to Air	A 100%	all
Q	6 Waste Management	B 92%	all
Q	7 Pollution Prevention and Hazardous and Potentially Hazardous Substances	B 81%	all
Q	8 Emergency Response Management	A 100%	all

> Average results of ICS audits by chapter



3.2 | ÉVALUER LE RISQUE DES ZONES DE PRODUCTION

Afin d'allouer les bonnes ressources aux bons endroits (pays, zone industrielle, usine, champs) pour prévenir et remédier aux risques d'atteintes aux Droits de l'Homme et de l'Environnement, l'ICS dote ses adhérents des données et outils permettant une analyse risque croisée.



RISQUES STRUCTURELS

Ce sont **les risques liés aux contextes nationaux** des sites de production : institutions publiques, ratification des conventions OIT, tradition sociale et démocratique, stabilité du droit, qualité des infrastructures, maturité RSE etc. En 2025 et comme chaque année, les pays de production des adhérents ICS ont été évalués suivant les données des grandes institutions internationales, croisées aux résultats consolidés des audits ICS, et permettant de produire une matrice des risques avancée utilisée par les services achats et RSE.

9 items selected

AllNone

KPI for all ICS members

Worldwide Governance Indicators

SDG Index

ITUC

US Department of State

Environmental Performance Index

ILO

Freedom in the World

Score Risk

With score

☒ Yes☐ No

With factory

☒ Yes☐ No

With audit

☒ Yes☐ No

Members or Worldwide Governance Indicators or SDG Index or US Department of State or ILO.

Worldwide Governance Indicators

2020

% audit at 100%

% audit between 99% > % > 76%

% audit between 75% > % > 61%

% audits between 60% > % > 41%

% audits less than or equal to 40%

% audits with AN

% Initial audits

% Follow-up/Re-audits

Representativity of ICS audits

Total

Global Index Score (0-100)

Poverty headcount ratio at \$1.90/day (%)

UHC Tracer Index (0-100)

Female labor force participation (% male)

Slavery Score (0-100)

Unemployment rate (%)

Production-based SO2 emissions (kg/capita)

25.00.0100.00.00.00.025.087.512.532.061.948.072.80.976.070.61.311.722.2

23.56.189.73.50.60.022.975.224.80.060.845.771.33.979.074.11.813.711.4

13.80.096.60.03.40.013.844.855.20.058.934.464.50.560.087.816.80.311.0

30.80.084.67.70.07.723.184.615.452.049.447.466.32.457.065.54.74.110.9

100.00.0100.00.00.00.066.70.0100.012.018.358.770.90.073.066.36.94.637.5

40.00.090.010.00.00.040.060.040.080.041.530.864.90.661.060.711.01.83.2

5.70.094.35.70.00.05.725.774.30.064.653.357.72.045.026.50.04.75.5

50.00.050.050.00.00.050.025.075.016.035.048.964.56.261.064.37.73.49.2



Le risque structurel peut aussi concerner une zone industrielle en particulier qui serait identifiée par la veille locale ICS comme ne respectant pas les normes socio-environnementale, ou par des résultats consolidés d'audits indiquant une défaillance structurelle en matière de sécurité ou de pratiques managériales. Un risque peut être structurel à l'échelle d'un site de production lorsque, dans le temps, il ne parvient pas à répondre aux mesures d'actions correctives qui lui ont été demandées par un adhérent ICS, nous y reviendrons en partie 5.

RISQUES CONJONCTURELS

A l'échelle nationale, un risque conjoncturel peut prendre la forme d'une instabilité politique récente dont on ne connaît pas encore le devenir, ou encore d'une crise économique, sanitaire, migratoire ou sismique.

A l'échelle d'une zone ou d'un site de production, un risque pourra être d'une conjoncture économique en tension ou de pratiques de management non-conformes pour des raisons individuelles non systémiques. À l'évidence, un risque conjoncturel menace toujours de s'installer structurellement, et la distinction est avant tout théorique.

Les niveaux de risques conjoncturels ou microscopiques sont relevés par les cycles d'audits que nous détaillerons en partie 4, mais aussi par des outils innovants comme l'outil d'évaluation à distance utilisé lors de la crise sanitaire du Covid-19 ou les sondages adressés aux travailleurs.

La détection des risques conjoncturels se fait également par une veille hebdomadaire des sources de presses locales, régionales et nationales de toutes

les zones d'approvisionnement des adhérents de l'ICS dans le monde.

Faisant « feu de tout bois », l'ICS traque les manquements présumés aux droits humains signalés par la presse, les ONG ou les acteurs locaux et conduit un travail de géolocalisation permettant d'identifier les sites concernés lorsque les informations fournies sont partielles ou imprécises. L'ICS émet alors une alerte auprès des enseignes en relation commerciale établie avec un site identifié.

En 2025, l'ICS a émis **1063 alertes** indiquant la matérialisation probable ou possible d'un risque d'atteinte grave à un droit humain ou de l'Environnement de sorte que les enseignes puissent se rapprocher du fournisseur et prendre les actions préventives et correctives nécessaires.



Media alert

Incident date

DD/MM/YYYY

Incident type *

-

Level of risk

-

Related ICS chapter

-

☐ Factory can deny
 ☐ Denied by retailer

Extract of article

Link of article

Type in to add a new comment

3.3 | CROISER LES ÉVALUATIONS

Pour évaluer le risque, chaque enseigne accède à l'historique, continuellement mis à jour, des données sociales et environnementales relatives à son fournisseur :

évaluations de niveau 1

Les données usines (le profil usine rempli par le fournisseur).

L'historique des certifications du site de production.

L'historique des alertes média ou ONG.

évaluations de niveau 2

Les données consolidées par pays.

L'historique des audits incluant les risques effectivement constatés et leur niveau de gravité.

L'historique des Plan d'action correctifs, échanges avec l'usine et audits de suivis.

L'historique des échanges inter-enseignes relatifs à ces fournisseurs.



Database available

Common with

Retailer	Subsidiary	Factory status	CAP follower
Beaumanoir	Beaumanoir	Referenced	
Galeries Lafayette - BHV		Referenced	✓
Groupe Omnium	Devred	Referenced	
La Redoute		Prospect	

Damart - API
Social Initial audit
87% D
22/03/2018

Damart - API
Social Partial followup
97% B ↗
12/02/2019

Lacoste - Bureau Veritas
Social Re audit
91% B =
26/06/2020

Lacoste - Bureau Veritas
Env. Initial audit
Waiting for planification

Audits & Certifications

Audit type	Certification	Valid until
Environmental	amfori BEPI	26/06/2021
Environmental	Environmental certification	25/06/2021
Environmental	Gots	01/02/2020
H&S	OHSAS18001	31/01/2022
H&S	Veterinarian approval reference	05/06/2021
Product	Fair Trade	01/01/2022
Product	Colortex	30/11/2021
Product	Responsible Mohair Standard (RMS)	23/10/2021
Quality	ISO9001	29/06/2021
Quality	ISO/TS16949	26/06/2021
Social	amfori-BSCI	16/09/2021
Social	ICTI	23/06/2021
Social	SEDEX-SMETA	17/01/2019

UN ESPACE DE DIALOGUE NUMÉRIQUE CONSTANT



Chaque utilisateur de la base de données de l'interface ICS rejoint ainsi un tissu de notifications quotidiennes configurables de cartographie, audits, alertes média, questions, réponses, certificats, preuves, commentaires et

mise à jours pour un total de 412 610 notifications émises en 2025 à destination des près de 72 509 utilisateurs présents sur la plateforme à la fin de l'année 2025, ce qui représente une valeur stable par rapport aux données de 2024.

|||||



Cette stabilisation reflète d'une part la maturité croissante des exigences RSE, plus abouties, mieux intégrées et accompagnées par des outils opérationnels, et d'autre part la consolidation d'un socle d'entreprises engagées au sein de l'ICS.

412 610

**notifications émises par
la base ICS**

3.4 | ÉVALUER LES RISQUES SPÉCIFIQUES

En cas de risque conjoncturel, ou structurel en devenir, la réponse apportée par les enseignes doit être analysée et proportionnée, de sorte de **ne pas brutalement ou injustement pénaliser l'activité économique d'un producteur, et par extension, le niveau de vie des salariés et de leurs familles.**



INTELLIGENCE COLLECTIVE : LES GROUPES DE TRAVAIL RISQUES SPÉCIFIQUES

A chaque fois qu'un risque nouveau survient, ou qu'un risque se complexifie mais avec un niveau d'éléments encore insuffisant pour prendre des décisions radicales comme la rupture de la relation commerciale, les adhérents de l'ICS concernés par la zone ou le producteur se rassemblent pour faire œuvre d'intelligence collective, partage d'information et franches discussions. Ce sont les ateliers de travail dits « risques spécifiques », rassemblés à la demande (10 groupes de travail) et pouvant accueillir des tiers experts de la zone (ONG, délégation institutions diplomatiques, consultants...).

L'enjeu est toujours le même : celle d'une réponse responsable à un risque, c'est-à-dire, chaque fois que possible et en première intention, qui ne déstabilise pas le tissu socio-économique local, et permette d'embarquer les managers du monde entier dans une démarche d'amélioration continue en matière RSE plutôt que dans une démarche de sanction, risquant la perte d'emploi des travailleurs et travailleuses ou le renvoi de la production au marché domestique dépourvu de contrôles dans les pays à risque.



LES GT RISQUES SPÉCIFIQUES 2025

15/01	13/02
19/03	09/04
21/05	11/06
11/09	09/10
13/11	11/12

INTELLIGENCE COLLECTIVE : RETEX DES CABINETS D'AUDITS

En cas d'évolution juridique très pointue dans un pays ou une zone administrative, de reports croissants de pratiques à risques émergentes, l'ICS sollicite ses cabinets d'audits partenaires, et notamment leurs directions locales, afin de recueillir leur regard sur un sujet technique.

Forte de ses 11 cabinets partenaires, elle est en mesure de consolider leur réponse – les « retour d'expérience » ou RETEX – et d'adapter ses standards et recommandations en conséquence, de façon rapide et percutante pour des contextes particuliers, au travers d'une position commune adoptée par les enseignes, ayant valeur de directive pour l'ensemble des adhérents.

11

**cabinets
d'audits
partenaires**

VOIR PAR SOI-MÊME : L'ICS PRÉSENTE SUR LE TERRAIN

En 2025, l'ICS a réalisé plusieurs campagnes d'audit monitoring à travers différents pays.

Dans le cadre de sa politique annuelle d'audit monitoring, outre les contrôles d'application de son standard en France, l'ICS s'est rendu au Bangladesh et Turquie pour une campagne d'inspection et de rencontres avec les auditeurs sociaux d'une durée de deux semaines pour chaque pays. Au Bangladesh l'équipe a pu observer la conduite de ses audits sociaux dans la zone industrielle de Gazipur et Savar à côté de la capitale Dhaka. En Turquie, l'ICS a assisté à des audits sociaux et environnementaux dans la région d'Istanbul, mais aussi de Corlu, Bolu et Bursa. Au total ont été conduits 12 shadow audits au Bangladesh et 9 en Turquie principalement dans l'industrie du textile et de la maison.

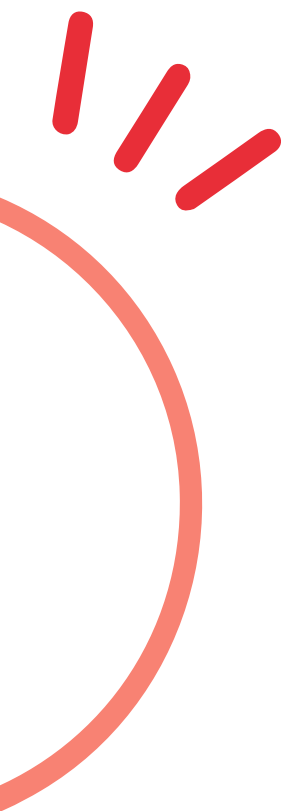


Partie

4

CONTRÔLER



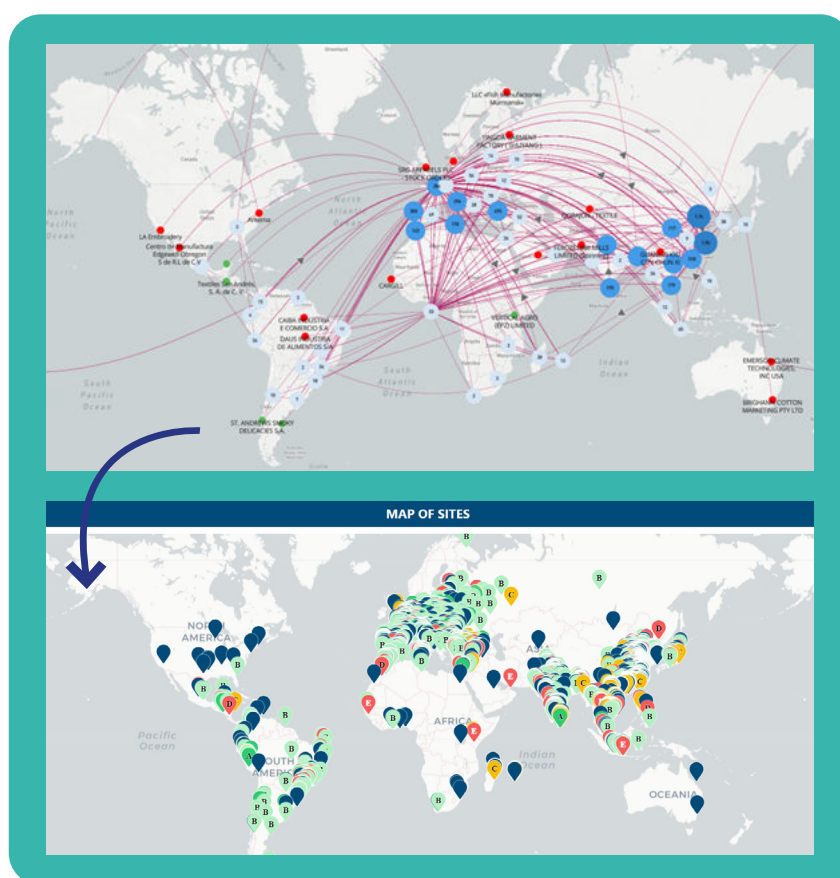


-
- 4.1 De la cartographie des sites à celle de la conformité : l'audit
 - 4.2 La méthodologie des audits ICS et ses évolutions
 - 4.3 Statistiques consolidées des audits 2025 : volumétrie
 - 4.4 Statistiques consolidées des audits 2025 : résultats
-

4.1 | DE LA CARTOGRAPHIE DES SITES À CELLE DE LA CONFORMITÉ : L'AUDIT

Pour passer de la cartographie des sites de production à celle de leur conformité, un outil règne en maître : l'audit. L'audit consiste à envoyer un être humain passer la porte d'un site de production pour voir, de ses propres yeux, la réalité des processus de production et entendre, de ses propres oreilles, ce que les travailleurs et travailleuses ont à dire de leurs conditions de travail ou des pratiques environnementales de leur entreprise.

Plus que les modèles, rapports ou veilles, la présence sur le terrain est la garantie la plus ferme de savoir « ce qu'il se passe vraiment ». Pour cela, il est nécessaire de mettre en place les process, méthodes et garde-fous permettant d'avoir la plus grande confiance dans le travail fourni par un auditeur ou une auditrice. Nous présentons dans cette partie les résultats d'audits et les méthodes déployées par l'ICS pour s'assurer de leur fiabilité.



De la cartographie des sites à la cartographie des risques

En 2025, l'ICS a compté 11 partenaires d'audit, que nous saluons ici pour leur précieuse collaboration.



DES RÉFÉRENCIELS ...



RIGoureux

Pourquoi l'ICS ne demande-t-elle pas aux cabinets d'audits d'appliquer leurs propres référentiels ? Du fait de la Loi française sur le Devoir de Vigilance de 2017 comme de son long historique depuis 1998, l'ICS s'est révélée avec le temps une initiative spécifique, réputée particulièrement stricte en matière de cadrage, contenu et méthodologie d'application des standards internationaux de l'ONU, l'OCDE et l'OIT, comme des normes nationales ou locales de chaque pays.

HARMONISÉS

Pour garantir à ses adhérents que ces exigences soient partout appliquées de la façon la plus harmonisée et rigoureuse possible et tels qu'eux les comprennent, les adhérents de l'ICS établissent, discutent, affinent et enrichissent constamment un référentiel unique qui sera le même et appliqué de la même façon partout dans le monde quel que soit le cabinet d'audit mandaté et le secteur d'activité contrôlé.

4.2 | LA MÉTHODOLOGIE ICS ET SES ÉVOLUTIONS

Le standard s'accompagne ainsi d'une méthodologie de déploiement, dont l'ICS et ses partenaires d'audits veillent au quotidien à la bonne application par les auditeurs sur le terrain, tout en tenant compte des retours d'expériences de ceux-ci. Au rang des points méthodologiques majeurs de l'ICS, et parmi plus d'une centaine, se trouvent **les obligations suivantes pour les cabinets d'audits comme pour les adhérents** :



Ce sont les enseignes qui commandent les audits

et choisissent le cabinet d'audit, et non les producteurs, afin d'en garantir l'impartialité.



La date exacte d'un audit social ne peut pas être annoncée

au site de production, qui est informé au mieux d'une fenêtre indicative.



Les sites de production ne peuvent pas accéder au référentiel d'audit

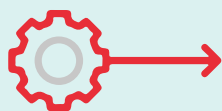
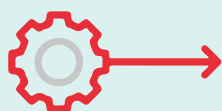
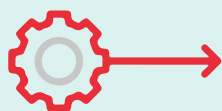
de l'ICS, ni au rapport d'audit complet, de sorte qu'ils ne peuvent se familiariser avec sa méthode de notation.



Les cabinets d'audits autorisent l'ICS à conduire des shadow audits

de leurs auditrices et auditeurs, ainsi que des formations régulières.

|||||



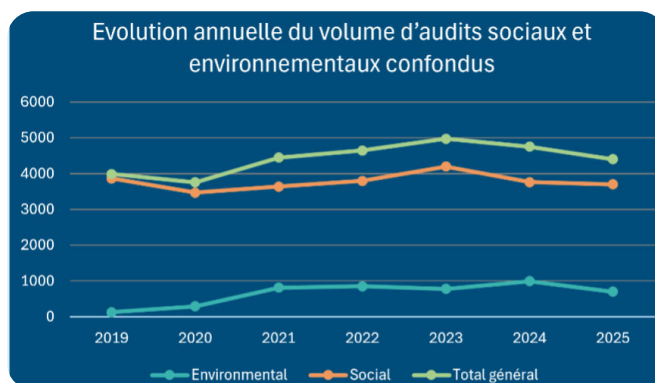
Ajout d'une **étape préalable d'édition d'un Findings Report** en amont de l'édition du plan d'action correctif afin d'alléger la pression sur les auditeurs lors du closing meeting.



4.3 | STATISTIQUES CONSOLIDÉES DES AUDITS 2025

1 Evolution annuelle du volume d'audits sociaux et environnementaux confondus

Le volume d'audits sociaux et environnementaux est de 4 401 en 2025. En recul de 7 % par rapport à 2024, les résultats 2025 s'expliquent par la baisse des audits environnementaux (-29%) du fait du jeu des cycles d'audits et les hauts volumes de 2024. Les audits sociaux restent stables à 3 701 (-2%).



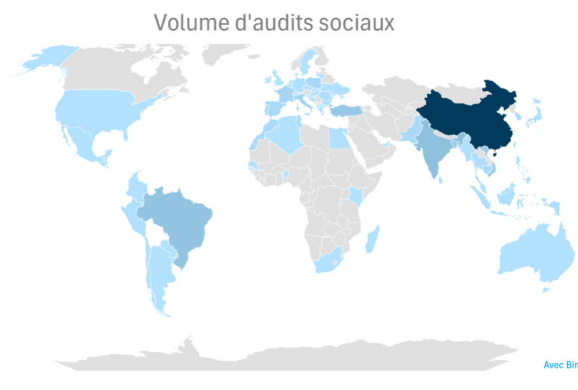
4 401
audits réalisés

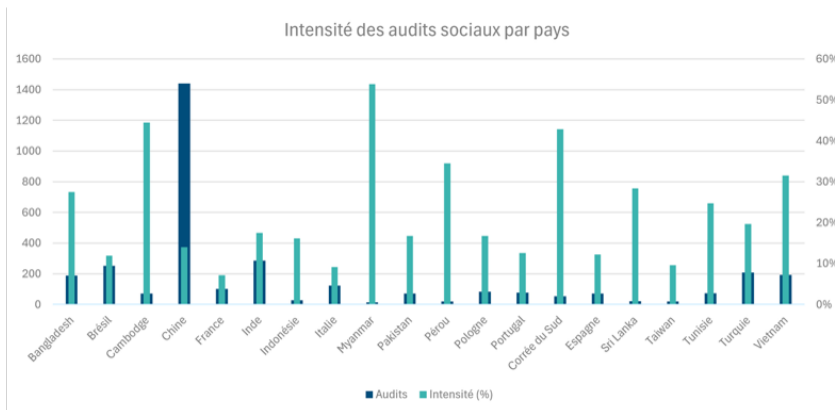
7^{recul}%
par rapport à 2024

2 Volume d'audits sociaux par pays

Pour les plus hauts volumes, la Chine reste le pays le plus audité en 2025, suivi de l'Inde, du Brésil et de la Turquie. L'Italie, l'Espagne et le Portugal confirment leur dynamique positive en 2025, avec un volume d'audits en hausse par rapport aux années précédentes. Les progressions les plus marquées concernent la Corée du Sud et le Cambodge, qui figurent désormais parmi les pays les plus audités. Le Bangladesh, le Maroc et la Tunisie confirment également une présence plus forte qu'en 2024. À l'inverse, on note un ralentissement au Brésil (-34%).

A noter : ces données ne doivent pas être confondues avec l'intensité d'audits par pays, c'est-à-dire le nombre d'audits par rapport au nombre d'usines.





3 Intensité des audits sociaux par pays

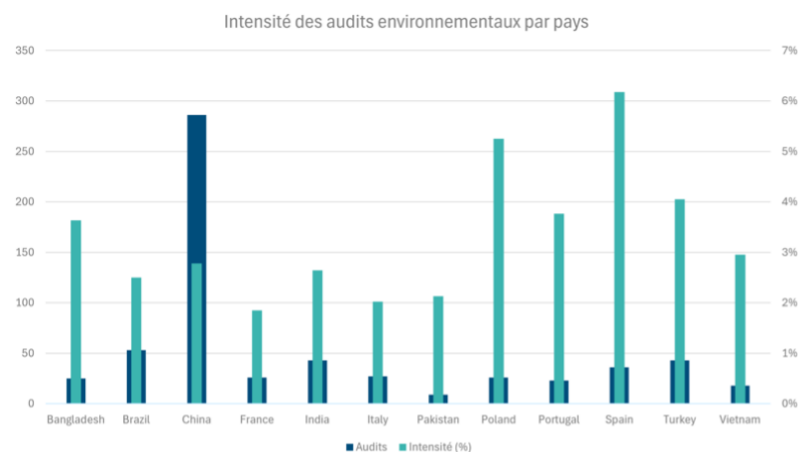
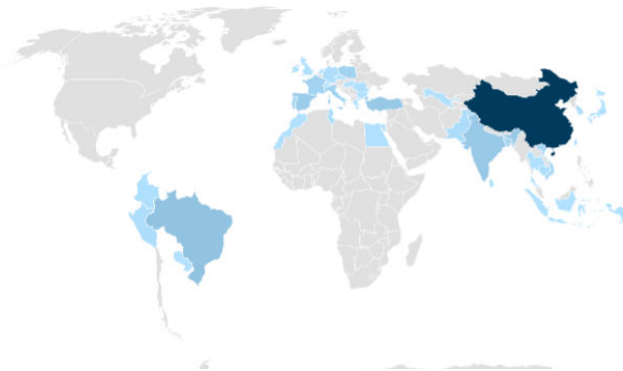
La Chine reste le pays le plus audité en valeur absolue, avec 1 441 audits sociaux réalisés en 2025. Cependant, une fois rapportée au nombre total de sites de production référencés, c'est le Myanmar qui présente l'intensité d'audit la plus élevée parmi les pays à forte activité, avec 54 % de ses usines référencées qui sont auditées.

4 Volume d'audits environnementaux par pays

Pour les plus hauts volumes, la Chine reste le pays le plus audité en 2025, suivi du Brésil, de la Turquie et de l'Inde. Les plus fortes évolutions sont constatées pour le Portugal. Le Brésil, qui avait connu une forte croissance en 2024, enregistre une baisse, tandis que l'Espagne et le Vietnam confirment leur progression.

À noter : ces données ne doivent pas être confondues avec l'intensité d'audits par pays, c'est-à-dire le nombre d'audits par rapport au nombre d'usines.

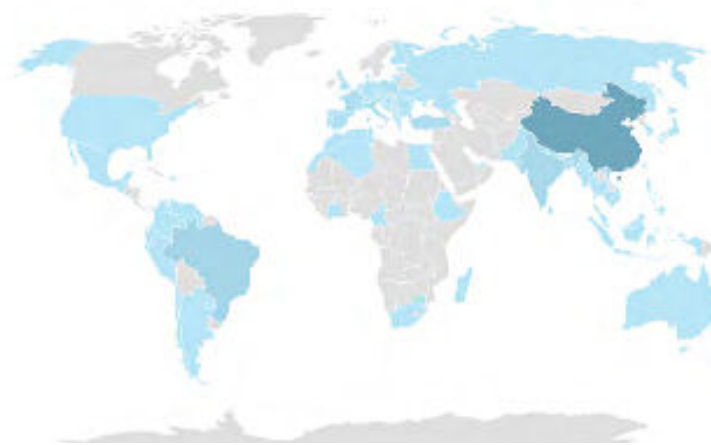
Volume d'audits environnementaux



5 Intensité des audits environnement par pays

La Chine reste encore ici le pays le plus audité en valeur absolue. Cependant, une fois ces données rapportées au nombre total de sites de production référencés, ce sont la Pologne, la Turquie et l'Espagne qui affichent les intensités d'audit environnemental les plus élevées. Parmi les pays à forte production, le Bangladesh et le Vietnam se distinguent également par rapport à leur nombre de sites de productions référencés.

Volume d'audits (social et environnemental)



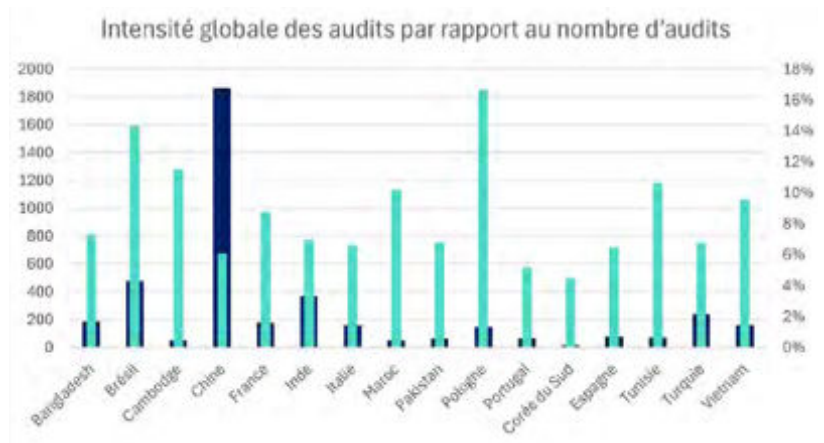
6 Volume d'audits (tous confondus) par pays

Pour les plus hauts volumes, la Chine reste en 2025 le pays le plus audité, suivie de l'Inde, du Brésil, et de la Turquie. Le Portugal, le Maroc et la Tunisie montrent une évolution significative par rapport à 2024, confirmant leur position en 2025. Les plus fortes progressions sont enregistrées pour le Sri Lanka, le Cambodge et la Corée du Sud, tous en hausse notable par rapport à 2024. En revanche, on note un ralentissement au Brésil (-36%) après plusieurs années de forte croissance, et un léger tassement en Turquie, dont la dynamique reste toutefois soutenue.

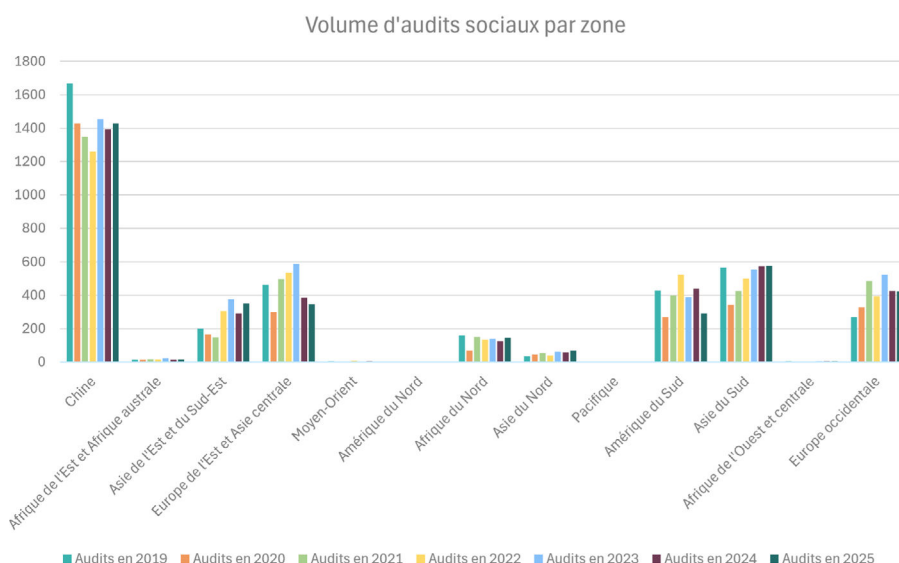
A noter : ces données ne doivent pas être confondues avec l'intensité d'audits par pays, c'est-à-dire le nombre d'audits par rapport au nombre d'usines.

7 Intensité des audits par pays

Si la Chine reste le pays comptant le plus grand nombre d'audits ICS en valeur absolue, le Cambodge présente l'intensité d'audit la plus élevée parmi les pays à forte activité, suivie de la Corée du Sud et du Vietnam.

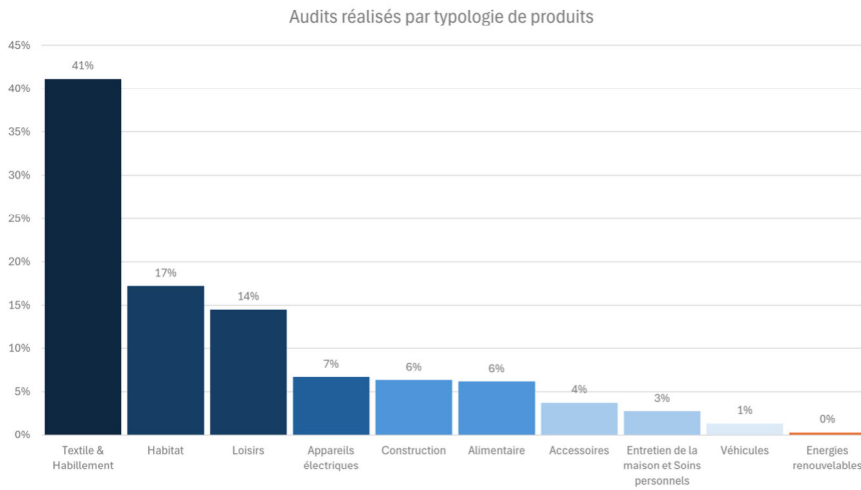


8 Zoom taux de croissance moyen du volume d'audits sociaux par zones depuis 2019



La tendance des années 2019-2022, marquée par la crise sanitaire dans le monde, montre un recul du volume d'audits en Chine et en Asie du Sud, au profit de toutes les autres régions du monde, et notamment l'Asie du Nord, de l'Est, et l'Europe de l'Ouest. Cette dynamique s'infléchit en 2025, avec une légère augmentation du nombre d'audits en Chine, ainsi qu'en Asie de l'Est et du Sud-Est. L'Asie du Sud, quant à elle, se stabilise. En parallèle, l'Europe de l'Ouest maintient un niveau d'activité soutenu en 2025, après un pic en 2023. Même si cela représente une baisse relative, cela reste au-dessus des niveaux observés avant 2021. De son côté, l'Europe de l'Est connaît également un repli en 2025, après une progression continue entre 2020 et 2023.

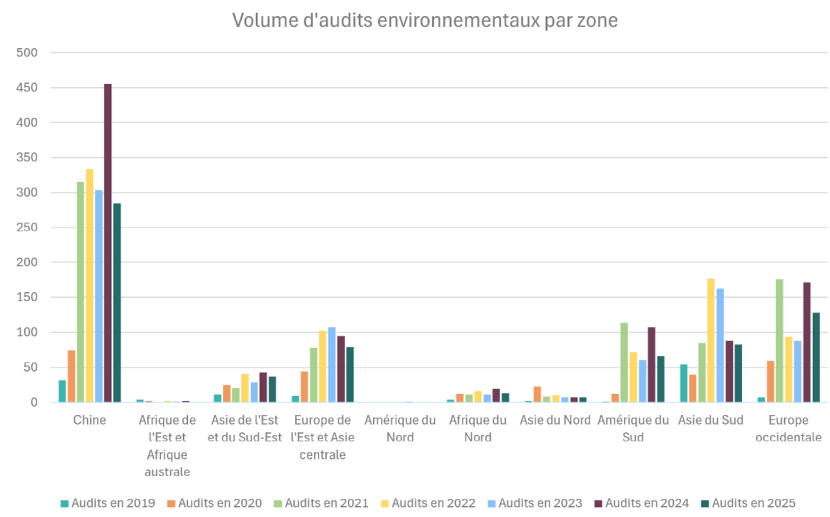
9 Distribution des audits sociaux par secteurs



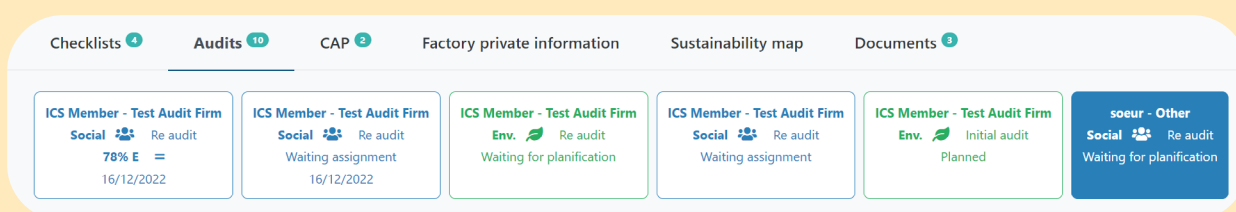
On observe que le secteur textile reste, en 2025, le secteur le plus audité par les enseignes ICS, avec un volume d'audits plus de deux fois supérieur au second secteur le plus audité, celui de l'habitat. Viennent ensuite, dans des proportions proches, les secteurs des loisirs, des appareils électriques, de la construction, de l'alimentaire, et des accessoires. Les secteurs des accessoires, de la santé et soin personnel, et des véhicules présentent des volumes d'audits nettement inférieurs, tandis que les énergies renouvelables restent marginales en termes de couverture, en proportion du total.

10 Volume d'audits environnementaux par zones depuis 2019

Comme depuis 2021, la Chine reste le pays connaissant le plus grand nombre d'audits en 2025, en baisse par rapport à l'année précédente (-38%). L'Asie de l'Est et du Sud-Est voient leur volume d'audits baisser légèrement, tout en restant supérieur à leur niveau de 2022. L'Asie du Sud voit ses volumétries s'infléchir également. De même le volume d'audits en Europe occidentale baisse en 2025, maintenant toutefois un niveau largement supérieur à celui atteint en 2022 et 2023.



4.4 | STATISTIQUES CONSOLIDÉES DES AUDITS : RÉSULTATS



Les résultats des audits ICS consolident les audits initiaux et les ré-audits. Ils comprennent par conséquent la conformité aux Droits de l'Homme et de l'Environnement des sites de productions n'ayant, par définition, jamais bénéficié au préalable d'un plan d'action ICS et peuvent avoir été initialement évaluée par les équipes RSE des enseignes

ICS comme à risque avant l'entrée en relation d'affaire.

Ces résultats ne sont donc pas l'outil de mesure d'impact de l'action ICS en matière de mise en conformité et engagement vers la durabilité, qui est traitée en partie 5 de ce rapport à travers l'analyse des résultats des audits de suivi.



La double notation des audits ICS

Le résultat d'un audit ICS s'exprime par une lettre (A à E) et un pourcentage (de 0% à 100%). Le pourcentage croît avec le degré global de conformité du site audité, tandis que la lettre indique le niveau de criticité (urgence et gravité) des non-conformités observées. « E » indique un risque maximal d'atteinte aux droits. La notation est en réalité plus complexe que cela, car la lettre et le % influent l'une sur l'autre : à un certain niveau de pourcentage ne peuvent jamais correspondre certaines lettres et réciproquement. Cela permet d'évaluer en première analyse, soit la notation par pourcentage, soit la notation par lettre.

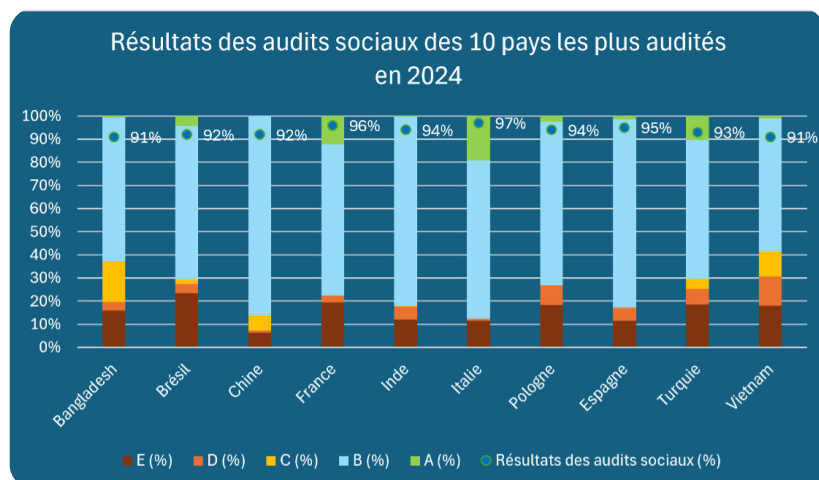


Tout ce qui ne peut être prouvé conforme est présumé non-conforme



« Une notation A-B, d'usage, indique un niveau de risque faible, tandis que les notations C-D-E, seront plutôt considérés comme à surveiller, à risque, ou à risque grave. Les notations sont indicatives pour faciliter la prise en main du rapport par le responsables RSE. La responsabilité du Devoir de vigilance revient toujours à l'enseigne qui décide de qualifier une usine, et non à l'initiative qui établit le système de notation.

STATISTIQUES CONSOLIDÉES DES AUDITS : RÉSULTATS

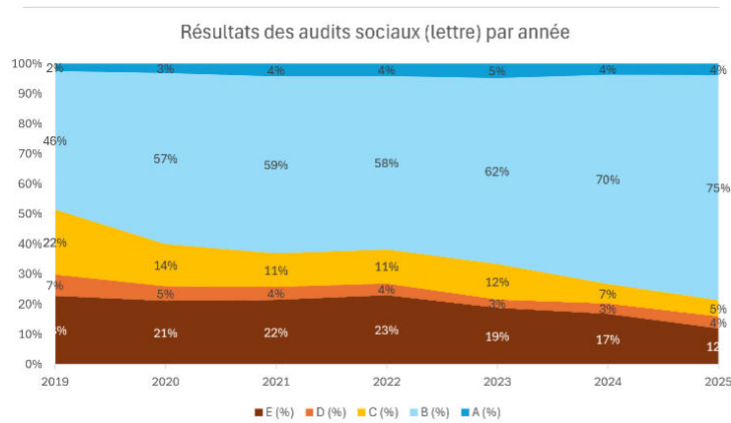


11 Résultats des audits sociaux des 10 pays les plus audités en 2025

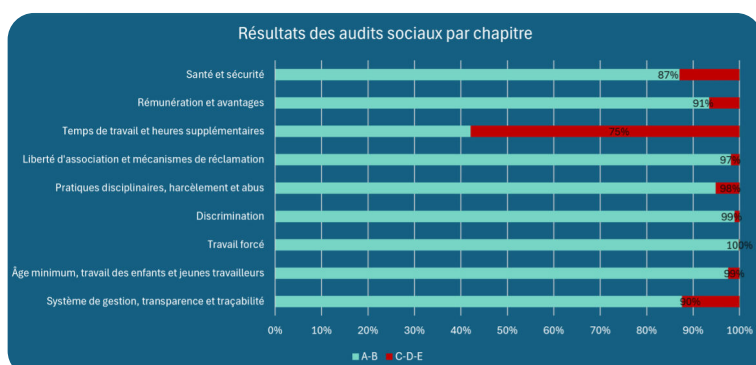
On observe qu'à l'exception du Vietnam et, dans une plus large mesure, du Bangladesh, dont respectivement près de la moitié et plus de 30% des sites de production présentent des non-conformités indiquant un niveau de risque de niveau C au moins, malgré une notation supérieure à 91% dans les deux pays, plus des deux tiers des sites de production audités sont notés A ou B en moyenne. Environ 20% des sites audités dans le monde présente des non-conformités indiquant un niveau de risque élevé (au moins C).

12 Évolution de la conformité des audits sociaux, 2019-2025

Pour les pays les plus audités, on observe entre 2019 et 2025 une progression notable de la conformité sociale : la part des usines notées A ou B passe de 48 % à 79 %, soit une hausse de +29 points en six ans. En 2025, le niveau de conformité atteint un nouveau sommet, avec 75% des sites notés B et 4 % notés A. Par rapport à 2024, l'amélioration se poursuit, avec +5 points supplémentaires sur les notations A et B combinées. Cette dynamique s'accompagne d'une baisse continue des niveaux le plus à risque en particulier de la notation E. Enfin, la part des usines de risque intermédiaire (notation C) continue de diminuer.

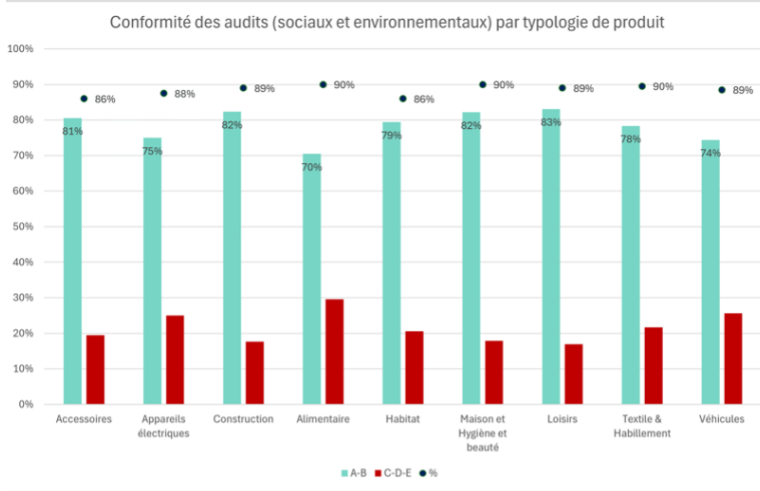


13 Taux de conformité par chapitre social



Le chapitre relatif au temps de travail demeure celui où sont détectées le plus grand nombre de non-conformités, avec plus de 50 % des audits présentant un niveau de risque au moins égal à C. Il est suivi du chapitre santé et sécurité et système de management, la transparence et la traçabilité, qui concentrent près de 15 % de non-conformités. Les chapitres portant sur la rémunération et sur les pratiques disciplinaires, harcèlement et abus arrivent ensuite, avec 5% et 7% de non-conformités chacun. En ce qui concerne le travail des enfants ou le travail forcé, les niveaux de non-conformités critiques restent faibles : respectivement moins de 2,5 % pour le travail des enfants, et environ 0,2 % pour le travail forcé.

14 Taux de conformité par secteurs



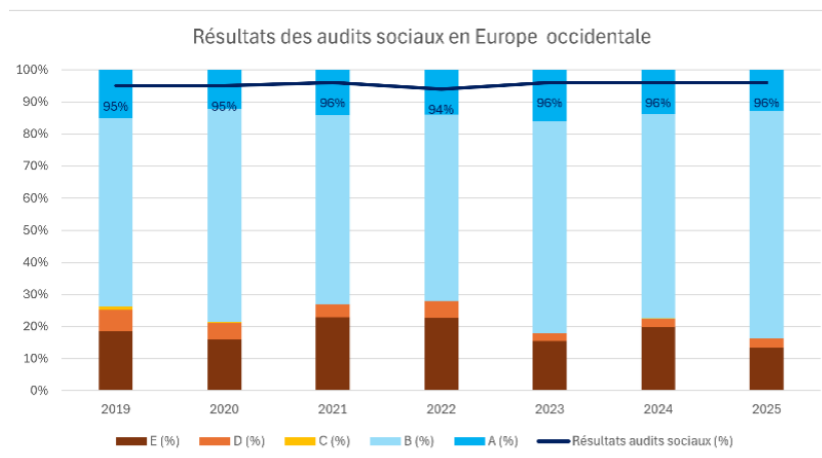
L'ensemble des 9 secteurs audités selon le standard ICS disposent d'une note globale supérieure à 85 %, et à 90 % pour quatre d'entre eux (Maison et Hygiène et beauté, Alimentation et Textile et habillement). En matière de criticité, 78 % des sites présentent une notation A ou B in fine. Cela souligne l'importance de l'appréciation de l'urgence et de la gravité des non-conformités dans la notation ICS : un résultat peut présenter un pourcentage très élevé mais être réputé à risque « élevé » du fait d'une seule non-conformité grave.



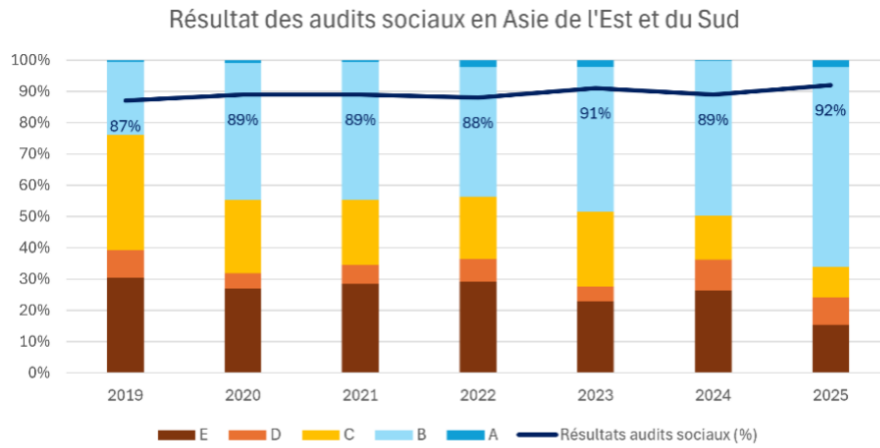
ZOOM RÉSULTATS DES AUDITS SOCIAUX DANS LES ZONES GÉOGRAPHIQUES CONNAISSANT UNE FORTE HAUSSE DU VOLUME D'AUDIT

15 Distribution des notes d'audits sociaux en Europe occidentale 2019-2025

La note moyenne des audits sociaux en Europe occidentale reste stable en 2025, à 96 %, soit un niveau identique à celui de 2024 et de 2023. La distribution des niveaux de criticité progresse légèrement par rapport 2024, avec une majorité de sites notés A ou B, et très peu de non-conformités critiques.



16 Distribution des notes d'audits sociaux en Asie de l'Est et du Sud

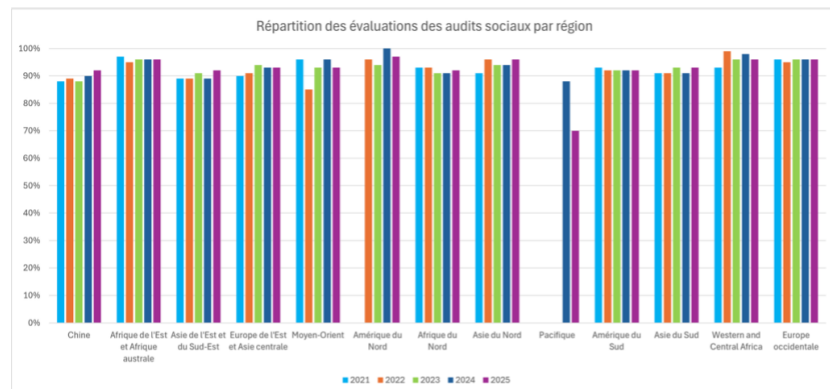


La note moyenne des audits en Asie de l'Est et du Sud progresse à un niveau record en 2025 avec une moyenne de 92 %, pour un historique se situant entre 87% et 92%. Les niveaux de conformité restent stables depuis 2020, malgré quelques variations.

On note une diminution en 2025 des non-conformités de niveau C aux profits des évaluations de niveau B.

17 Distribution par régions de la note globale des audits sociaux

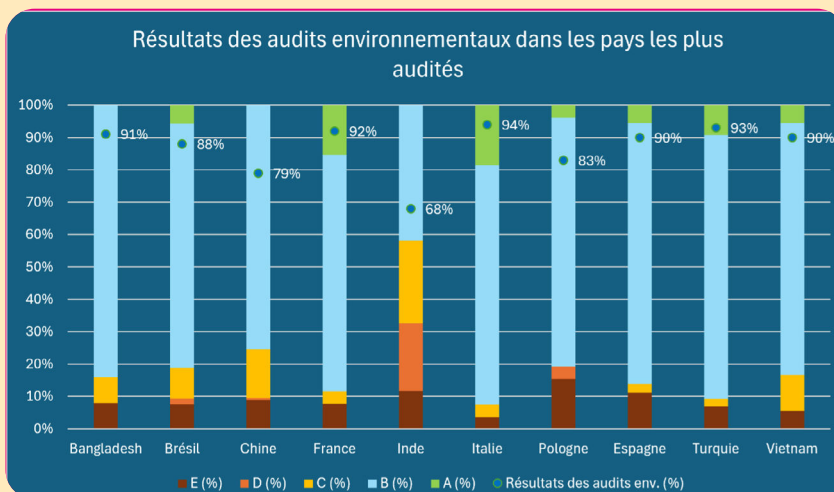
En 2025, l'Amérique du Nord affiche la note moyenne la plus élevée, suivie de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, de l'Asie du Nord, de l'Afrique de l'Est et Australe, et de l'Europe occidentale. Le Pacifique enregistre la note moyenne la plus basse.



RÉSULTATS DES AUDITS ENVIRONNEMENTAUX 2025

18 Résultats des audits environnementaux dans les pays les plus contrôlés

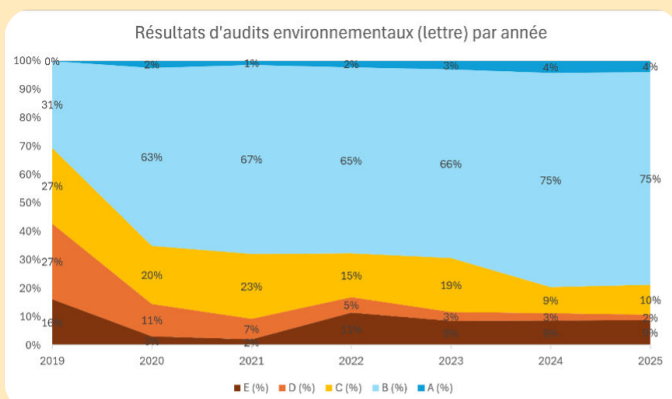
On observe que les usines auditées en Inde présentent la note moyenne la plus basse (68%), suivie par la Chine (79%). À l'inverse, l'Italie présente la meilleure note globale, suivie de la Turquie et la France. L'Espagne, le Bangladesh et le Vietnam, affichent également des notations moyennes supérieures à 90%.



19 Résultats d'audits environnementaux, tous pays audités, 2019-2025

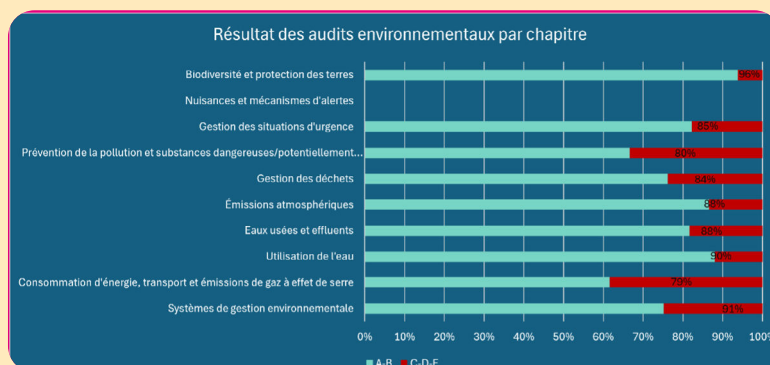
On remarque une nette amélioration de la conformité des audits environnementaux entre 2019 et 2020, stabilisée entre 2020 et 2022, mais avec une légère baisse des notes « A » et hausse des non-conformités critiques en 2022. En 2023, cette tendance s'améliore et se confirme en 2024, avec une réduction globale des audits présentant des non-conformités critiques, au profit des audits conformes. Cette dynamique se stabilise en 2025, où l'on enregistre 75 % des audits notés B et 4 % en A, soit les mêmes résultats qu'en 2024.

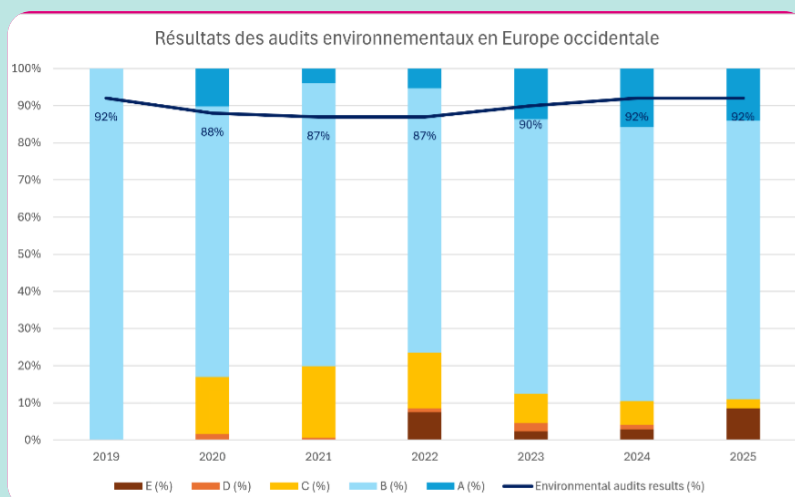
Dans le même temps, les non-conformités critiques (E et D) restent stables, tandis que les non-conformités de niveau C connaissent une légère augmentation, passant de 9 à 10%.



20 Taux de conformité par chapitre environnemental

Le chapitre relatif à l'utilisation de l'énergie, des transports et des gaz à effet de serre ainsi que le chapitre lié à la prévention de la pollution et la gestion des produits dangereux sont ceux où l'on détecte le plus de risques (un peu plus de 33 % des cas), suivi par le système de management environnemental et la gestion des déchets. La conformité moyenne des autres chapitres avoisine 87 %.





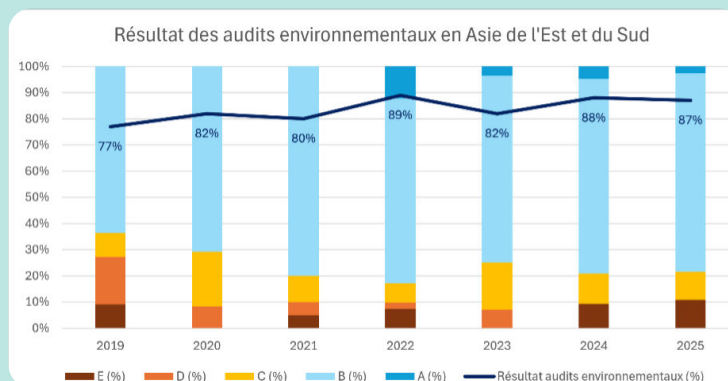
21 Distribution des notes d'audits environnementaux en Europe occidentale 2019-2025

En 2025, les sites audités en Europe de l'Ouest affichent une conformité globale stable par rapport à l'année précédente. La note moyenne des audits environnementaux atteint le même niveau qu'en 2024, le plus élevé sur la période, confirmant une amélioration continue amorcée en 2023. On observe que les niveaux de conformité (A et B) se confirment, tandis que les non-conformités les plus critiques (E) connaissent une nette

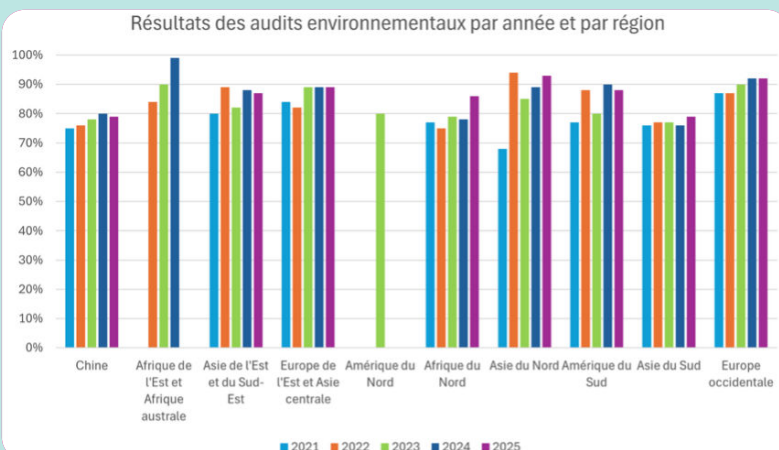
augmentation par rapport aux années précédentes, dépassant le niveau de l'année 2022, année la plus critique. Cette augmentation peut s'expliquer par une mise à jour du référentiel environnemental en 2024, introduisant une nouvelle évaluation de certaines non-conformités critiques.

22 Distribution des notes d'audits environnementaux en Asie de l'Est et du Sud

En 2025, les sites audités en Asie du Sud et de l'Est montrent une conformité stable par rapport à l'année précédente. Après un recul observé en 2023, la note globale remonte significativement, retrouvant un niveau proche de celui de 2022, qui avait marqué un pic de performance environnementale dans la région. Les niveaux de conformité A et B se stabilisent en 2025 sans pour autant retrouver les scores de 2022. Les niveaux les plus critiques (E) connaissent une augmentation en 2025, dépassant le niveau atteint sur l'ensemble de la période.



23 Distribution par régions de la note globale des audits environnementaux



En 2025, l'Asie du Nord prend la première place avec la note moyenne la plus élevée, retrouvant ainsi son score de 2022, suivie de près par l'Europe de l'Ouest, qui confirme son niveau de conformité depuis 2023. L'Amérique du Sud et l'Europe de l'Est affichent également des scores élevés, de même que l'Asie du Sud et de l'Est qui stabilise son niveau de conformité. L'Afrique du Nord se hisse parmi les régions les mieux notées en hausse de près de 10 points. La Chine reste la région avec la note moyenne la plus basse, accompagnée en 2025 de l'Asie du Sud qui enregistre toutefois une légère amélioration.

Partie

5

CHANGER

.....

S'unir, tracer, évaluer, contrôler... dans quel but ?
Les audits ne seraient qu'un outil de gestion du risque juridique, et non de transformation profonde des lieux de production dans le monde, s'ils étaient leur propre finalité. Pour l'ICS et ses enseignes, il existe un « après l'audit », qui est la finalité de tout ce qui précède dans ce rapport. Conformer, durablement, la réponse à nos besoins économiques aux droits humains et non humains.

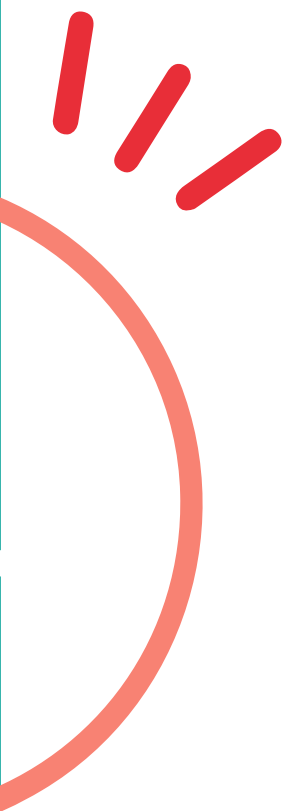
UN TRYPTIQUE D'IMPACT

Former : les sites de production, les enseignes, les auditeurs, aux standards sociaux et environnementaux définis par les grandes organisations internationales.

Transformer : au sens d'acculturer, patiemment, en diffusant de manière constante et large les mots et les exigences des Droits de l'Homme et de l'Environnement auprès des sites de production, qu'ils aient ou non été audités ou formés.

Conformer : à l'aide de plans d'actions correctifs, pièce maitresse de la mise en conformité ICS des usines ayant été auditées.





5.1. Former les acteurs

5.2. Transformer les cultures de production

5.3. Conformer la chaîne d'approvisionnement mondiale

5.1 | FORMER LES ACTEURS

FORMER LES DONNEURS D'ORDRE

Formation à la base de données ICS

Formation à la base de données ICS La base digitale ICS rassemble la totalité des fonctionnalités relatives à la collecte d'information, au lancement des audits (paiement exceptés), au pilotage des audits, au suivi des résultats d'audits et pilotage du risque, alertes média et extractions statistiques. La maîtrise de l'outil digital est ainsi un critère préalable à la réussite d'une mise en conformité efficace à l'autre bout du monde, et l'ICS dispense par conséquent des formations régulières (8 en 2024). Ainsi l'ICS touche-t-elle 1 062 responsables RSE et achats dans le monde, tous utilisateurs quotidiens de la base.



Le catalogue de formation des parties prenantes

L'ICS relaie toutes les formations pertinentes des organismes permettant d'approfondir la connaissance des normes sociales et environnementales dans le monde. Ces standards sont nombreux, en évolution constante, parfois complexes et aux problématiques spécifiques selon les pays. L'ICS tient ainsi à jour un catalogue des formations permanentes et temporaires. Il comprendra, par exemple :



L'OCDE e-learning Academy on Responsible Business Conduct de l'OCDE

- OCDE Due diligence dans les chaînes d'approvisionnement agricole et maritime
- OCDE Due diligence dans les chaînes d'approvisionnement textile
- OCDE Due diligence dans les chaînes d'approvisionnement électroniques



L'OIT-CIF pour les conditions de travail

- l'e-learning course on Labour inspection
- Former les formateurs pour créer des systèmes d'évaluation du travail
- Webinaire sur le management de la sécurité incendie
- Formation sur les indicateurs ILO du travail forcé



Le Centre du Commerce international (ONU-OMC) telles que :

- Introduction à l'industrie internationale du Cacao
- Respecter les standards dans le secteur agroalimentaire
- Introduction à la RSE
- Introduction aux Standards et à la durabilité
- Devenir une PME climato-résiliente
- Standards et exigences techniques dans l'industrie du cuir
- Mesurer et piloter l'impact social
- Compétitivité de l'entreprise par la durabilité

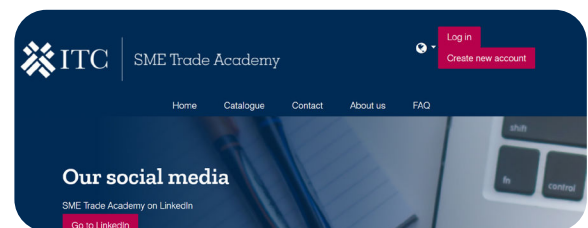
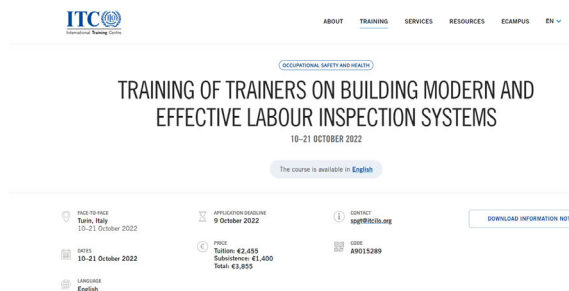


L'ONU pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

- Communiquer effectivement pour éliminer le travail des enfants dans l'agriculture
- Transparence et Forêts dans le cadre de l'Accord de Paris
- Introduction aux liens entre eau et forêts
- Les ODD 15.1.1 et 15.2.1



Ces deux types de formation aux outils et standards, croisés à **la participation aux Groupes de travail chargés de traduire les normes en actions**, contribuent à la montée en compétence continue des responsables RSE, qu'ils démarrent leur carrière ou fassent face aux grandes mutations de la RSE dans le monde.



FORMER LES AUDITEURS



Tout comme les responsables RSE des enseignes adhérentes de l'ICS, les auditeurs comptent parmi les plus hauts professionnels de la RSE. L'ICS contribue à leur formation continue de deux façons : L'efficacité, la fluidité et la rapidité des campagnes d'audits et actions correctives qui s'en suivent dépendent de même de la bonne prise en main de la base de données par les cabinets d'audits (équipes de planification, de revue et auditeurs), mais aussi et naturellement de la bonne maîtrise des standards ICS, qui ont la réputation d'être fléchés et stricts.

Les équipes ICS ont également eu l'occasion d'écouter les retours d'expérience du terrain, de partager les difficultés rencontrées, et de co-construire avec les auditeurs des pistes d'amélioration concrètes.

Ces rencontres ont également permis de présenter les évolutions des outils ICS et de partager les actualités pertinentes pour l'ensemble des parties prenantes.

Dans ce même cadre, l'ICS a également organisé, sur une journée complète le 23 juin, le Summit Cabinet d'Audit, un événement dédié aux cabinets d'audit autorisés à réaliser des audits ICS.



Formation des auditeurs : raison d'être et déclinaison pratique de la RSE

En 2022, l'ICS, le centre de formation de l'OIT et l'ITC s'étaient réunis à Turin pour dessiner les contours d'une formation inédite au Devoir de vigilance, au prisme des besoins des auditeurs sociaux. Les lettres d'intention ont été signées en 2023, et un sondage inédit de recueil des besoins a été envoyé en 2024 à 1 500 auditeurs internationaux, dans l'ambition de comprendre les disparités de pratiques, attentes, et bien-être au travail des auditeurs sociaux, sur le terrain chaque jour pour évaluer et pérenniser la durabilisation des chaînes de production mondiales. La première édition du cours a eu lieu en 2025, avec 132 auditeurs inscrits depuis tous les continents, et 93 certifications émises.

5.2 | TRANSFORMER LES CULTURES DE PRODUCTION

Créer, renforcer et partager la culture de la durabilité

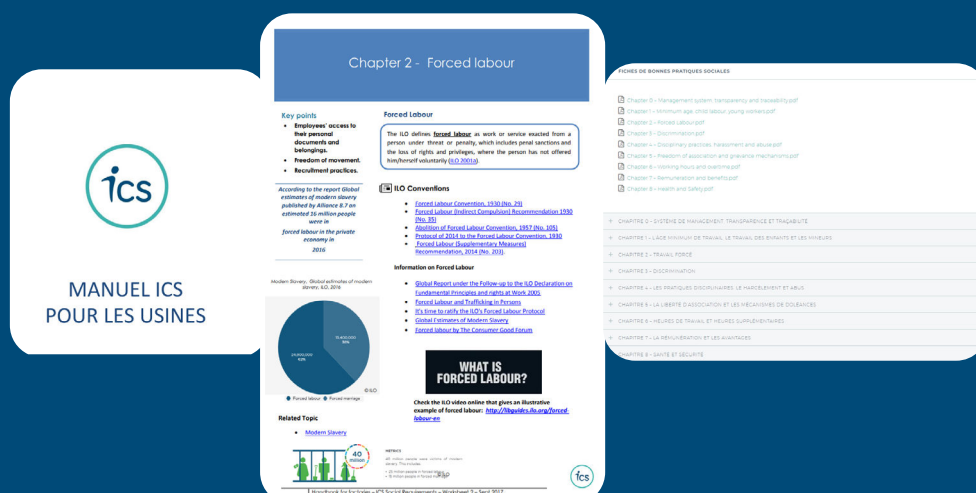
Les campagnes d'audits priorisées et ciblées sont complétées par une acculturation profonde, diffuse et continue à l'effectivité des Droits de l'Homme et de l'Environnement. Pour cela, l'ICS déploie un faisceau d'outils à la croisée de la formation et du contrôle :



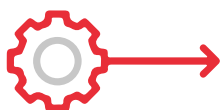
Chaque site de production intégré à la base ICS est invité par les enseignes à compléter son **factory profile**, dont les 82 questions ont pour première vertu de sensibilisation, et ont redirigées vers :

- Un manuel de mise en conformité sociale
- Un manuel de mise en conformité environnementale
- Des fiches techniques et focus thématiques

Au total, en 2025, 17 124 sites de production avaient reçu ces documentations.



La **checklist environnementale** a été ouverte à toutes les usines et les enseignes en avril 2023, représente, outre un outil de collecte de données complémentaire aux audits, une opportunité d'auto-évaluation pour les dirigeants de sites de production quant à leur maturité environnementale, leur permettant d'apprécier points forts et marges d'amélioration. Fin 2024, ce sont près de 1200 usines qui avaient renseigné leurs données dans leur checklist environnementale, suite à des demandes d'enseignes, ou de façon autonome.



Enfin, l'ICS et les cabinets d'audits habilités pour son standard évaluent constamment les besoins et méthodes permettant d'assurer l'application harmonisée et stricte de son référentiel.

Avec leurs Directions, les résultats et rapports d'audits font l'objet d'un monitoring constant de l'ICS : chaque fois qu'une disparité de pratiques est identifiée entre des auditeurs d'un même cabinet ou de cabinets différents, l'ICS et la Direction des cabinets concernés prennent les mesures de remédiation nécessaires.

En 2025, 27 procédures contradictoires de revue des rapports d'audits ont été effectuées par l'ICS, et ont été suivies des mesures correctives nécessaires. Ces procédures se sont concentrées sur les cas les plus graves et les écarts les plus importants à nos process et procédures.



POURQUOI LES AUDITS FONT-ILS EUX MÊME L'OBJET DE CONTRÔLES ?



Comme toutes les professions, les auditeurs font eux-mêmes l'objet d'une supervision continue par leur management, auprès duquel l'ICS vient en appui pour les pratiques relatives à son propre référentiel. Les auditeurs sont ainsi eux-mêmes audités, soit par des équipes internes, soit par l'ICS directement, donnant lieu à des investigations et contre-audits chaque fois que nécessaire, de sorte d'en tirer les conclusions opérationnelles ou structurelles.

À cette fin, l'ICS dispose d'une position privilégiée pour accompagner les cabinets d'audits dans leur amélioration continue : en suivant les auditeurs de 11 cabinets d'audits présents dans plus de 70 pays et appliquant le même référentiel, l'ICS peut détecter les disparités de notation, les comprendre et y remédier.

5.3 | CONFORMER LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT MONDIALE

Les plans d'action correctifs

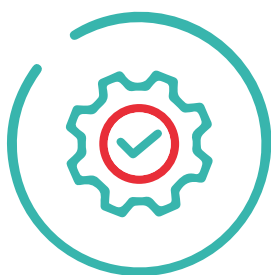
Connaître le sens que donne l'ICS à la conformité et à la durabilité est indispensable pour en comprendre l'impact : il ne s'agit pas, pour les distributeurs adhérents de l'ICS, de seulement évaluer le risque que représente un fournisseur en matière de droits humains et non humains en vue de l'incorporer ou l'exclure de son parc de production. Il s'agit au contraire, en adéquation avec les directives des organisations internationales, d'accompagner les fournisseurs vers une mise en conformité faite pour durer, c'est-à-dire de les embarquer sur le chemin de l'économie durable.

Pour cela, l'ICS déploie un outil phare : **le plan d'action correctif, défini à l'issue d'un audit.**



Après l'audit, le CAP

Un audit se termine par une réunion de clôture formalisée. Moment sanctuarisé, au terme parfois de plusieurs jours d'évaluation, et en présence des Dirigeants et Représentants des Travailleurs et Travailleuses, au bilan de l'audit, et à la revue des non-conformités et bonnes pratiques. Concernant les premières, elles seront transmises aux équipes de revue des cabinets d'audits, puis à l'enseigne commanditaire, qui émettra un Plan d'Action Correctif (CAP), comprenant mesures et délais de mise en conformité. Depuis la base ICS, les usines pourront alors téléverser les preuves des mises en conformité demandées (photos, certificats, licences, explications) dont la validité sera évaluée sur site par un audit de follow-up ou un ré-audit.



À l'issue de l'audit initial

À l'issue d'un audit initial, quelle que soit sa note, et notamment s'il présente une notation de criticité C, D ou E, le site de production se verra proposer un plan d'action correctif par l'enseigne commanditaire de l'usine ou tout autre enseigne souhaitant participer à l'animation du plan. Une fois le plan complété, sur une base déclarative et avec des éléments de preuves transmis par voie digitale, un audit de suivi, à la demande de l'enseigne, viendra vérifier la réalité de la mise en conformité.

Le site de production sera alors ré-audité, en moyenne, sous deux ans, sur la totalité des chapitres des standards ICS.

||

8

Health and Safety

D

8.30 Are emergency exit paths designated with visible path markings ?

Description of Non compliance It was noted that aisle marking is not marked in Dining hall and Spray Painting section located at Second Floor of Building-1 in which 04 workers are working and total area will be 1500 square feet Local law: In accordance with Factories Act 1948, Chapter IV, Section 38 (1), in every factory all practicable measures shall be taken to prevent out break of fire and its spread both internally and externally and to provide and maintain – (a) safe means of escape in all persons in the event of a fire and (b) the necessary equipment and facilities for extinguishing fire. (2) Effective measures shall be taken to ensure that in every factory, all the employees are familiar with means of escape in case of fire and have been adequately trained in the routine to be followed in such case.

Target date: 22/07/2019

Status: Verified by ICS member

yellow.markins.1.jpg

yellow.markins.jpg

It is recommended the factory to mark aisle marking at Dining hall and Spray Painting section for workers easy identification

Dear Bruno, could you please upload a file for the Dining hall ? thank you

Yellow line seems properly marked, ensure it remains unblocked to be used in case of emergency.

Dear Bruno-please share the evidences for finding closure.

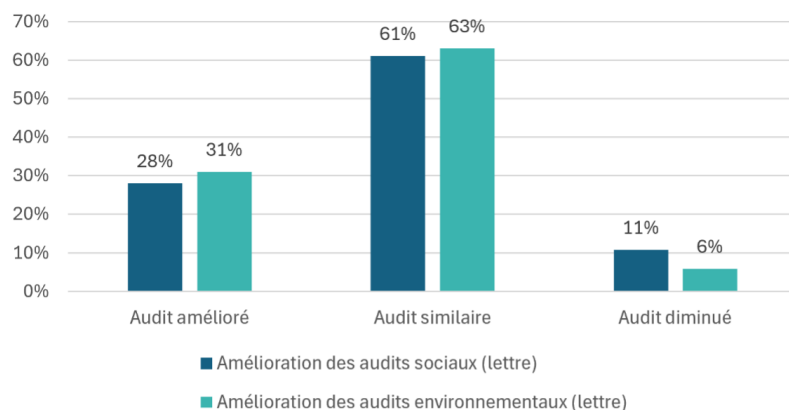
The file yellow marking 1.jpg has been uploaded.

Factory city	Retailer	Category	Visit date	Overall rating	CAP initialization date	Last CAP target date	Nb corrected	Nb to verify	Progress
New Delhi		Social	14/06/19	B - 97%	30/06/19	17/06/19	4 / 4	0 / 4	100 %
FUDHOU		Social	31/07/19	D - 84%	05/08/19	30/07/19	8 / 8	0 / 8	100 %
YUNAO		Social	27/05/19	B - 85%	03/06/19	27/06/19	11 / 11	0 / 11	100 %
Shenzhen		Social	26/05/19	C - 92%	07/06/19	26/11/19	6 / 6	0 / 6	100 %
Dongguan		Social	23/05/19	B - 98%	03/07/19	30/06/19	1 / 1	0 / 1	100 %
Kul Hu		Social	24/05/19	C - 92%	07/06/19	31/12/19	4 / 4	0 / 4	100 %

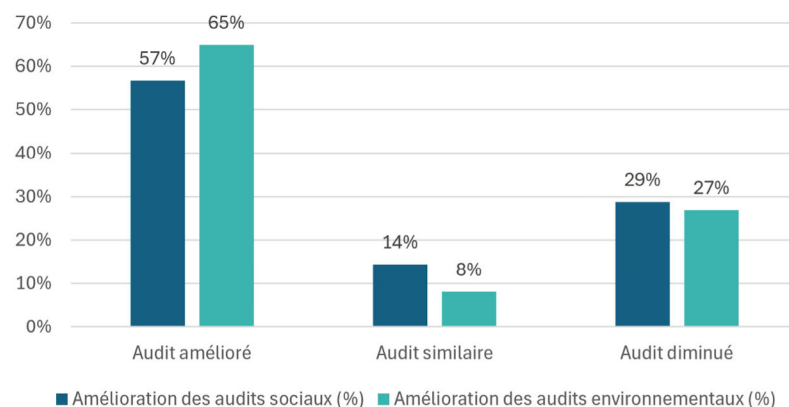
||

L'ICS peut alors évaluer l'impact de son action : en matière sociale, entre 2021 et 2025, 57% des sites de production ré-audités enregistrent une progression sociale tous chapitres confondus, cette part montant à 63% pour les audits environnementaux

Amélioration des notes d'audits (lettre)



Amélioration des notes d'audits (%)

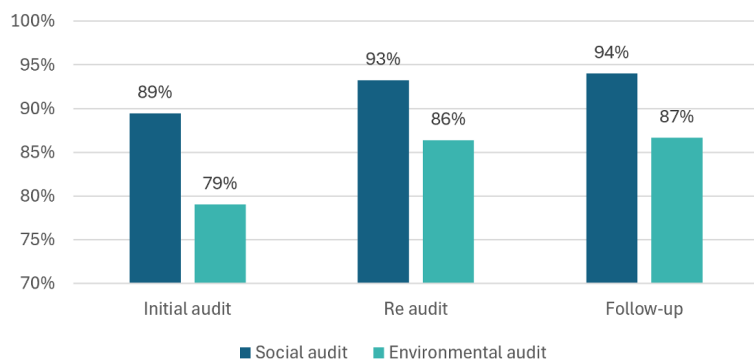


24&25 Distribution de l'évolution de la conformité des sites de production ayant fait l'objet d'un réaudit ou audit de suivi depuis 2021

On observe que, parmi les sites réaudités selon le standard social, 28 % ont vu leur note alphabétique s'améliorer, 61 % sont restés stables et 11 % ont connu une baisse. En note en pourcentage, 57 % des audits sociaux enregistrent une meilleure note, 14 % ont stagné, et 29 % ont diminué.

Du côté des audits environnementaux, 31 % des sites ont vu leur note alphabétique progresser, 63 % sont restés inchangés et 6 % ont régressé. En pourcentage, 65 % des audits environnementaux montrent une amélioration, 8 % une stagnation, et 29 % une baisse.

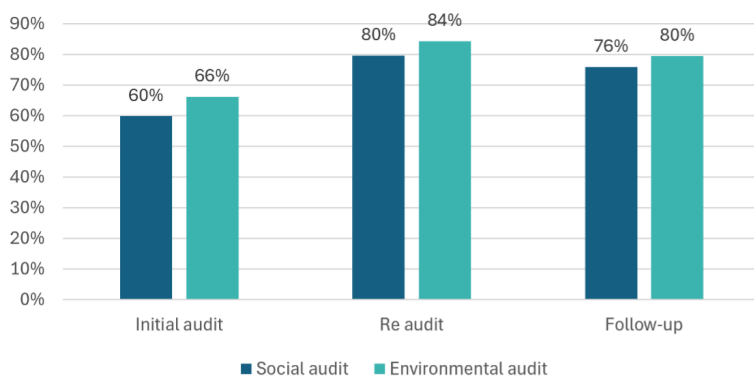
Evolution du niveau de conformité selon le type d'audit

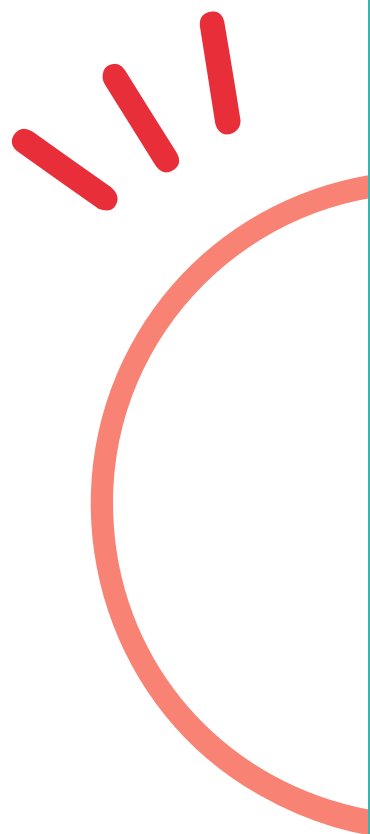


26&27 Distribution de la conformité des audits de suivi comparée à celle des audits initiaux 2021-2025

En matière sociale, on observe qu'entre un audit initial et un second audit (de suivi ou complet), la part d'audits notés criticité A ou B progresse de 16 points après un audit de suivi, et de 20 points après un ré-audit. La conformité globale d'un audit progresse elle de 4 points. En matière environnementale, la part des audits notés A ou B progresse de 18 points entre l'audit initial et le ré-audit, et de 14 points en cas de suivi. Le taux de conformité globale passe quant à lui de 79% à 86%, puis 87%, soit une amélioration de 7 et 8 points respectivement.

Evolution des audits notés A ou B selon le type d'audit







NOUS REMERCIONS

Les institutions internationales avec qui nous travaillons, les initiatives internationales ou locales qui nous alertent ou nous informent, les parties prenantes qui sollicitent notre expertise ou l'éclairent. Nous remercions nos partenaires d'audits, leurs équipes de management, de revue, de formation, et tous leurs auditrices et auditeurs sociaux et environnementaux, nos « yeux » et nos « oreilles » dans le monde.

Ce rapport a été produit avec l'appui de Fanny Burdin-Egloff, stagiaire à l'ICS.



Vous souhaitez en savoir plus sur l'ICS
www.ics-asso.org

Vous envisagez un partenariat
ou une adhésion avec l'ICS :
contact@ics-asso.org

Vous souhaitez suivre nos actualités
et publications :



[ICS \(Initiative for Compliance and Sustainability\)](#)